

Nationalrat • Herbstsession 2021 • Vierzehnte Sitzung • 30.09.21 • 15h00 • 21.050 Conseil national • Session d'automne 2021 • Quatorzième séance • 30.09.21 • 15h00 • 21.050

21.050

Anpassung der Bundesbeschlüsse über den zweiten Schweizer Beitrag an ausgewählte EU-Mitgliedstaaten

Modification
des arrêtés fédéraux relatifs
à la deuxième contribution
de la Suisse en faveur
de certains Etats membres de l'UE

Zweitrat - Deuxième Conseil

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 14.09.21 (ORDNUNGSANTRAG - MOTION D'ORDRE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 27.09.21 (ORDNUNGSANTRAG - MOTION D'ORDRE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 30.09.21 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 30.09.21 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)

Antrag der Mehrheit

Eintreten

Antrag der Minderheit (Köppel, Büchel Roland, Estermann, Grüter, Heer, Nidegger) Nichteintreten

Antrag der Minderheit (Nidegger, Büchel Roland, Estermann, Grüter, Heer, Köppel) Rückweisung der Vorlage an den Bundesrat mit dem Auftrag, die Kohäsionsmilliarde für die Sanierung der AHV zu verwenden.

Proposition de la majorité Entrer en matière

Proposition de la minorité (Köppel, Büchel Roland, Estermann, Grüter, Heer, Nidegger) Ne pas entrer en matière

Proposition de la minorité (Nidegger, Büchel Roland, Estermann, Grüter, Heer, Köppel) Renvoyer le projet au Conseil fédéral avec mandat de consacrer le milliard de cohésion à l'assainissement de l'AVS.

Wehrli Laurent (RL, VD), pour la commission: Dans sa séance du 30 août 2021, la Commission de politique extérieure de notre conseil a étudié le message du Conseil fédéral proposant la modification des arrêtés fédéraux relatifs aux crédits-cadres pour une deuxième contribution de la Suisse en faveur de certains Etats membres de l'Union européenne, soit pour le fonds de cohésion.

Pour mémoire, ce fonds vise à soutenir le développement social, environnemental et économique d'Etats devenus récemment membres de l'Union européenne. La Suisse y a déjà contribué une première fois avec succès, y compris pour des entreprises et associations suisses, puisque – faut-il le rappeler – les projets

24.11.2021



Nationalrat • Herbstsession 2021 • Vierzehnte Sitzung • 30.09.21 • 15h00 • 21.050 Conseil national • Session d'automne 2021 • Quatorzième séance • 30.09.21 • 15h00 • 21.050

soutenus visent aussi à mettre en relation des partenaires dits de l'Est avec ceux de l'Ouest. Ce soutien permet donc d'atteindre plusieurs objectifs utiles à la Suisse.

Le 3 décembre 2019, le Parlement a adopté le principe d'une deuxième contribution, mais conditionnée, en regard de la situation du moment, au fait que l'Union européenne n'adopte pas de mesures discriminatoires à l'encontre de la Suisse. Depuis, l'état de nos relations avec l'Union européenne a évolué. Ainsi, le 26 mai 2021, le Conseil fédéral a décidé unilatéralement de mettre un terme aux négociations relatives à un accord institutionnel. Dans ce cadre, il a aussi décidé qu'il souhaitait poursuivre la voie bilatérale et qu'ainsi il était nécessaire de libérer rapidement cette deuxième contribution au fonds de cohésion. De cette manière, la Suisse souligne son intention de demeurer un partenaire fiable et engagé, vu, rappelons-le encore, que notre Parlement avait déjà décidé depuis plusieurs mois le versement de cette contribution.

Votre commission a été saisie de différentes propositions. La première, visant à ne pas entrer en matière, a été rejetée par 19 voix contre 6 et aucune abstention. Une deuxième, visant à renvoyer le projet au Conseil fédéral afin que ce milliard serve à l'assainissement de l'AVS, a aussi été rejetée, avec le même score.

Le déblocage de cette participation doit aussi permettre des avancées dans d'autres dossiers traités avec l'Union européenne, toujours dans cette optique de poursuivre la voie bilatérale et de l'adapter aux réalités et besoins actuels et futurs.

Pour une majorité de votre commission, qui s'est exprimée par 11 voix contre 9 et 5 abstentions, il convenait dès lors et à cette étape du processus d'appuyer cet objectif et de compléter cette modification par une condition, adressée cette fois au Conseil fédéral, de finaliser la participation de la Suisse au programme Erasmus plus, dont l'importance n'est plus à démontrer, comme d'ailleurs la participation pleine et entière de la Suisse au programme-cadre de recherche Horizon Europe.

Dans les faits, si l'idée était louable, le moyen utilisé n'était pas adapté. Sur proposition de la Commission de politique extérieure, notre conseil a décidé ce matin du bon outil en adoptant largement la motion 21.3975 demandant au Conseil fédéral de lui transmettre un message relatif au financement de la participation de la Suisse à Erasmus plus. Par conséquent, la proposition de la majorité de votre commission d'inscrire une telle volonté dans ce projet visant le versement de la contribution suisse au fonds de cohésion devient superflue. Le Conseil des Etats en est également conscient, puisqu'il a décidé ce matin, par 30 voix contre 9, d'adopter tel quel le projet du Conseil fédéral, ce qui correspond à la proposition de la minorité de votre commission à l'article 1 alinéa 2bis.

Les deux autres minorités, similaires, concernent aussi la question de l'équivalence des bourses suisses, et les propositions qui en sont à l'origine ont été rejetées par votre commission, toujours sur le même score de 19 voix contre 6.

Notre collègue Franz Grüter a déposé une proposition visant à soumettre l'arrêté au référendum facultatif. Notre commission n'a pas été saisie de cette proposition, mais avait décidé de ne pas soutenir une proposition similaire sur le fond par 19 voix contre 6. Il convient de préciser que, conformément notamment à l'article 25 alinéa 2 de la loi sur le Parlement, les décisions de financement ne peuvent faire l'objet d'un référendum facultatif. A ce titre, cette proposition ne peut être suivie.

AB 2021 N 2070 / BO 2021 N 2070

Je conclus en vous indiquant que c'est par 19 voix contre 6 que votre commission vous recommande d'approuver la modification qui vous est soumise des arrêtés fédéraux relatifs à la deuxième contribution de la Suisse en faveur de certains Etats membres de l'Union européenne.

Nussbaumer Eric (S, BL), für die Kommission: Ihre Aussenpolitische Kommission hat sich an ihrer Sitzung vom 30. August 2021 mit der Botschaft des Bundesrates zur Anpassung der Bundesbeschlüsse betreffend die Rahmenkredite für einen zweiten Schweizer Beitrag an ausgewählte EU-Mitgliedstaaten befasst. Dabei hatten wir bereits Kenntnis von der Fahne der ständerätlichen Vorberatung in der Kommission, der Entscheid des Ständeratsplenums erfolgte aber erst heute Morgen.

Mit dieser Freigabe möchte der Bundesrat einem konstruktiven Ansatz in der Europapolitik Raum geben. Nach Meinung des Bundesrates ist der Beitrag ein zentrales Element für die Gestaltung der zukünftigen Beziehungen zur Europäischen Union.

Dieser Grundeinschätzung folgte die Mehrheit der Kommission. Eine Minderheit der Kommission hingegen widersetzte sich dieser Logik und brachte ihre Argumente in der Form eines Nichteintretensantrages vor, der aber mit 19 zu 6 Stimmen abgelehnt wurde. Die gleiche Minderheit will das Geschäft auch an den Bundesrat zurückweisen mit dem Auftrag, die Mittel dieses Bundesbeschlusses für die Sanierung der AHV zu verwenden. Auch dieser Antrag wurde mit dem gleichen Stimmenverhältnis abgelehnt.





Nationalrat • Herbstsession 2021 • Vierzehnte Sitzung • 30.09.21 • 15h00 • 21.050 Conseil national • Session d'automne 2021 • Quatorzième séance • 30.09.21 • 15h00 • 21.050

In der Folge debattierte die Kommission den bekannten Antrag der Beschlussergänzung, wie er in der Ständeratskommission eingebracht worden war, nämlich den Bundesrat aufzufordern, zuerst die Finanzierungsbotschaft zur Beteiligung am Programm Erasmus plus an das Parlament zu überweisen, bevor er Zahlungen im Sinne des Erweiterungsbeitrages auslöse. Diese innenpolitische Aufforderung im Sinne der vom Bundesrat angeregten konstruktiven Europapolitik war in der Kommission aber umstritten, wohl nicht im Sinne des Anliegens, wohl aber in der festen Verknüpfung mit dem Bundesbeschluss zum Erweiterungsbeitrag.

Da sich Ihre Kommission und die Bundesversammlung bereits mehrmals für eine Vollassoziierung an das Programm Erasmus plus ab diesem Jahr ausgesprochen hatten und da die Finanzierungsbotschaft immer noch ausstehend war, wurde aus dem Kreise der APK-N auch eine Motion formuliert, die den Bundesrat beauftragt, diese Finanzierungsbotschaft bis zur nächsten Session zu überweisen. In der Folge wurden sowohl diese Motion, die Motion 21.3975, mit 19 zu 6 Stimmen wie auch die Beschlussergänzung mit 11 zu 9 Stimmen bei 5 Enthaltungen angenommen.

Zur Kommissionsmotion konnten Sie sich bereits heute Morgen äussern. Somit konnte zu einem Anliegen der Kommission bereits eine parlamentarische Antwort gefunden werden.

Ein weiterer Konditionalitätsantrag verlangte, dass Verpflichtungen nur eingegangen werden können, wenn die Schweiz an Horizon Europe assoziiert sein wird und die Anerkennung der Schweizer Börse erfolgt ist. Diese neue Konditionalität wurde ebenfalls mit dem Stimmenverhältnis von 19 zu 6 Stimmen abgelehnt.

Nach all diesen Bereinigungen wurde der Beschlussentwurf mit 19 zu 6 Stimmen zur Annahme empfohlen. In der Kommission wurde auch ein Antrag gestellt, den Beschluss dem fakultativen Referendum zu unterstellen. Der Antrag wurde mit 19 zu 5 Stimmen abgelehnt. Kollege Wehrli hat bereits ausgeführt, dass es sich um einen Finanzierungsbeschluss handelt, der parlamentsrechtlich nicht dem Referendum unterstellt werden kann.

Nun, die vom Bundesrat erwartete gleichzeitige Behandlung der Vorlage verlangt, dass über den Beschlussstand informiert wird. Der Ständerat hat heute Morgen mit 30 zu 9 Stimmen dem unveränderten Bundesbeschluss zugestimmt. Der Minderheitsantrag zu Artikel 1 Absatz 2bis, wie wir ihn gleichlautend als Mehrheitsantrag haben, wurde zurückgezogen. Unser Rat hat heute Morgen bereits die Motion über die Finanzierungsbereitschaft für die Schweizer Teilnahme an Erasmus plus mit grossem Mehr angenommen. Diese zwei Entscheide beeinflussen die jetzt stattfindende Detailberatung, lassen aber die APK-N-Entscheidung unberührt, auf den Beschluss zu dieser Botschaft einzutreten und den Bundesbeschluss anzunehmen.

Aeschi Thomas (V, ZG): Herr Nussbaumer, in der letzten Vorlage stand ja, dass eben erwartet würde, dass die EU die diskriminierenden Massnahmen aufheben würde. Diese haben jetzt ja noch zugenommen: Wir haben keine Assoziierung an Horizon Europe, keine Assoziierung an Erasmus plus, wir haben Probleme im gesamten Strombereich, wir haben Probleme beim Mutual Recognition Agreement. Weshalb hat die Kommission denn jetzt, wo sogar noch mehr Diskriminierungen gegen die Schweiz ergriffen worden sind, diese Klausel herausgestrichen?

Nussbaumer Eric (S, BL), für die Kommission: Die Kommission hat eine intensive Debatte geführt, inwieweit es Zeit ist, jetzt einem konstruktiven Ansatz in der Europapolitik Raum zu geben, so wie es der Bundesrat mit diesem Entwurf tut. Selbstverständlich muss eine Seite die Deeskalationsspirale jetzt angehen, und das ist das Anliegen des Bundesrates. Die Kommission hat in ihrer Mehrheit dieser Überlegung Raum gegeben.

Martullo-Blocher Magdalena (V, GR): Herr Kollege Nussbaumer, ich frage Sie noch einmal: Was erwartet die Kommission jetzt bezüglich der erfolgten Diskriminierungen und auch allfälliger künftiger Diskriminierungen nach diesem Entscheid?

Nussbaumer Eric (S, BL), für die Kommission: Die Kommission stellt sich auf den Standpunkt des Bundesrates, dass es ein Zeichen der konkreten Ausgestaltung der Beziehung der Schweiz zur EU ist und dass es sinnvoll ist, jetzt einen konstruktiven Beitrag zu leisten. Sie wissen es, wir haben bereits einmal über diese Kohäsionsbeiträge entschieden; sie wurden mit dieser Diskriminierungs- oder Vorbehaltsklausel beschlossen. Heute sieht die Kommission es als sinnvoll an, diese Klausel wegzulassen, damit in der Beziehung zwischen der Schweiz und der EU ein neues Kapitel aufgeschlagen werden kann.

Köppel Roger (V, ZH): Ich muss diese Diskussion zu vorgerückter Stunde mit einem abgewandelten Zitat des Filmemachers Woody Allen eröffnen: Die Europäische Union ist ein gemeinsames Verfahren zur Lösung von Problemen, die man alleine nicht hätte. Mit anderen Worten: Die Europäische Union ist eine, wie wir hier schon festgestellt haben, institutionelle Fehlkonstruktion, in der alle für alles verantwortlich sind und niemand für etwas. Das ist der Grund, warum die Schweiz bis heute zögert, bei dieser Europäischen Union mitzumachen,





Nationalrat • Herbstsession 2021 • Vierzehnte Sitzung • 30.09.21 • 15h00 • 21.050 Conseil national • Session d'automne 2021 • Quatorzième séance • 30.09.21 • 15h00 • 21.050

und warum sie einen Beitritt, aber auch die institutionelle Unterwerfung unter dieses Gebilde verweigert.

Wir haben nichts gegen die Europäische Union. Wir arbeiten mit der Europäischen Union sehr gerne zusammen. Die Europäische Union möchte aber, dass sich die Schweiz ihrem Willen, auch institutionell und gesetzmässig, unterstellt. Deshalb macht sie Druck auf die Schweiz, um dieses Ansinnen zu erreichen. Das ist die Situation, die wir haben; Herr Aeschi hat es hier ganz klar dargelegt. Der Druck wird an unterschiedlichsten Fronten aufgebaut. Wir haben den Druck bei den Universitäten; wir haben den Druck bei den Studenten; wir haben den Druck bei Erasmus, bei Horizon. Wir hatten den Druck nach der Masseneinwanderungs-Initiative, die Europäische Union zog die Schrauben an. Wir haben die Diskriminierung unserer Börse, weil die Europäische Union der Schweiz die Anerkennung der Börse verweigert hat. Wissen Sie, was die Europäische Union gemacht hat? Sie hat die Börse Hongkongs anerkannt. Der Europäischen Union, Brüssel, stehen die Institutionen Chinas offensichtlich näher als die Institutionen der Schweiz.

Diese Verrücktheit und diese offenkundige erpresserische Schwitzkastenmentalität sind der Grund, warum dieses Parlament die Auszahlung von sogenannten Kohäsionsgeldern verweigert hat. Sie haben das verweigert. Die

AB 2021 N 2071 / BO 2021 N 2071

Bürgerlichen haben mit einer Stimme gesprochen. Ich höre die Exponenten der FDP noch in meinem Ohr. Sie plädierten dafür, den Beschluss zur Kohäsionsmilliarde zu sistieren, bis sich die Beziehungen zur EU normalisieren. Ihr Aussenpolitiker, der nicht genannt sein wollende Herr Portmann der FDP, war es, glaube ich. Er sagte: "Dieser Antrag wird todsicher kommen. Wenn ihn niemand anders einreicht, werde ich es tun."

Sie sind gestanden, meine Damen und Herren von der FDP, Sie haben das Naheliegende und das Logische gesagt – wir zahlen doch nicht unserem Erpresser! –, und jetzt plötzlich die Schubumkehr. Jetzt plötzlich will man jener Organisation Geld zahlen, die die Schweiz unter Druck setzt. Wissen Sie, was passiert, wenn Sie einem Erpresser Geld geben? Der kommt immer mit noch mehr Forderungen, die Sie dann bezahlen müssen. Wenn Sie glauben, das Krokodil besänftigen zu können, indem Sie es laufend füttern, dann werden Sie am Schluss von diesem Krokodil gefressen – wobei ich jetzt die Europäische Union als nicht ganz so gefährlich ansehe, aber sie versuchen es; sie versuchen es, meine Damen und Herren!

Und dann haben Sie noch ein Problem, Sie haben noch ein Problem: Die Europäische Union redet schon lange nicht mehr von einer Kohäsionsmilliarde, nur noch Sie in diesem Saal reden davon. Es ist die Vorstellung der Schweiz, das sei eine Kohäsionsmilliarde. Wissen Sie, was die Europäische Union sagt? Wissen Sie, was Herr Sefcovic sagt? Sie können es lesen, wenn Sie es lesen wollen. Er sagt, dies sei die Beitrittsgebühr der Schweiz für die Teilnahme am europäischen Markt.

Es wird ja immer schöner, meine geschätzten Kollegen von der FDP. Jetzt muss die Schweiz also schon eine Eintrittsgebühr zahlen, damit wir unsere hochgeschätzten Produkte, die in der Europäischen Union nachgefragt werden, in der EU gnädigst verkaufen dürfen. Wir müssen ihnen also zuerst Geld geben, damit unsere Firmen etwas verkaufen dürfen – eine Eintrittsgebühr. Das wollen Sie bewilligen! Ich meine, wenn man das ernst nimmt, müsste die Schweiz sagen: Entschuldigung, also wenn wir bei euch eine Eintrittsgebühr zahlen müssen, dann müsst ihr bei uns auch eine Eintrittsgebühr zahlen. Und die EU exportiert ja mehr in die Schweiz als umgekehrt die Schweiz in die EU. Die müssten uns also einen höheren Kohäsionsbeitrag zahlen, Herr Bundesrat; Sie müssten da mehr Geld für uns herausholen. Das geht nicht!

Also, kurzum: Nichteintreten! Das geht nicht, wir dürfen uns nicht erpressen lassen! Wir dürfen uns das auch nicht in diesem Tempo aufdrücken lassen. Das Motiv hier ist ja offensichtlich: Sie möchten einfach vermeiden, dass es bei diesem Gesetz noch zu einer Volksabstimmung, zu einem Referendum kommt; darum wollen Sie das, Tempo Teufel, jetzt heute Abend noch reinwürgen.

Ich bitte Sie namens der SVP: Geben Sie dieser Erpressung nicht nach! Knicken Sie nicht ein! Bleiben Sie bei diesem standfesten, richtigen Urteil, das die FDP damals abgegeben hat. Ich danke Ihnen sehr herzlich für die Unterstützung.

Aeschi Thomas (V, ZG): Herr Köppel, eine Frage: Wir exportieren ja auch Güter in die USA und in verschiedene asiatische Länder. Weshalb müssen wir dort keine Markteintrittsprämie bezahlen?

Köppel Roger (V, ZH): Vielen Dank, Kollege Aeschi. Ja, das ist der offensichtliche Punkt. Sie von den Grünliberalen müssen nicht lachen, Sie müssen jetzt zuhören. Das ist ganz wichtig, damit Sie das verstehen, Herr Flach, das ist ja genau die Crux! Wenn wir jetzt der Europäischen Union eine Markteintrittsgebühr bezahlen, ja, was meinen Sie, was werden die Chinesen sagen? Was werden die Mercosur-Staaten sagen? "Ja, die Schweizer, das sind ja die Samariter der Welt. Wenn die mit uns geschäften wollen, sollen die auch zahlen!" Das ist falsch. Sie machen es mit Ihren Turnübungen auch nicht besser, Frau Prelicz-Huber, das muss ich

24.11.2021



Conseil national • Session d'automne 2021 • Quatorzième séance • 30.09.21 • 15h00 • 21.050

Nationalrat • Herbstsession 2021 • Vierzehnte Sitzung • 30.09.21 • 15h00 • 21.050



sagen. Sie hätten es besonders nötig, hier ganz genau aufzupassen, sonst sind Sie nämlich in dieser Debatte intellektuell überfordert.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Frau Martullo stellt die nächste Frage. Bitte halten Sie alle den Ball tief.

Köppel Roger (V, ZH): Ich halte den Ball immer tief, Herr Präsident.

Martullo-Blocher Magdalena (V, GR): Kollege Köppel, was sagen Sie zur Forderung von Herrn Sefcovic beim Treffen mit Bundesrat Cassis, als er bereits die nächste Tranche der Kohäsionsmilliarde forderte?

Köppel Roger (V, ZH): Das bestätigt meine These, dass die nächste Erpressung bald kommt, wenn Sie einem Erpresser Geld geben. Die Schweiz, das noch einmal, muss doch der Europäischen Union nicht Geld dafür bezahlen, dass sie sich weigert, einen Vertrag zu unterschreiben, der offensichtlich nicht im Interesse der Schweiz liegt. Wir müssen doch der EU keinen Geldbetrag überweisen, nur um zu bleiben, was wir sind: ein unabhängiges Land, das mit der Europäischen Union gut zusammenarbeiten, aber nicht mit der Europäischen Union zwangsverheiratet werden möchte!

Addor Jean-Luc (V, VS): Monsieur Köppel, le vice-président de la Commission européenne, dont nous venons de parler, a exigé de la Suisse qu'elle paie ses dettes. La Suisse a-t-elle une dette à l'égard de l'Union européenne? La Suisse est-elle un mauvais payeur?

Köppel Roger (V, ZH): Schauen Sie, ich habe in der Europäischen Union gelebt und gearbeitet und mich mit sehr vielen Exponenten der Europäischen Union unterhalten. Es ist einfach eine Tatsache, dass man dort natürlich sieht, dass die Schweiz ein Land von Wohlstand ist, weshalb sehr viele Politiker in der Europäischen Union gegenüber ihren Bürgern natürlich in Erklärungszwang kommen und erklären müssen, warum es der Schweiz so gut geht. Deshalb wird die Schweiz von Politikern in der Europäischen Union immer moralisch angeprangert – von den Bürgen wird sie ja sehr geschätzt. Aus dieser Haltung heraus kommen diese Forderungen. Die Europäische Union versucht der Schweiz einzureden, dass wir Geld bezahlen müssen, einfach dafür, dass wir uns selber bleiben möchten.

Deshalb ersuchen wir unseren Aussenminister, der in Bezug auf das institutionelle Abkommen so standhaft und visionär und wirklich beeindruckend gehandelt hat, auch jetzt die Kraft zu finden, diesen Bestrebungen entgegenzuwirken.

Egger Mike (V, SG): Geschätzter Kollege Köppel, was sagen Sie zu diesem Eilzugstempo, in dem das Parlament diese Vorlage durchberaten möchte? Es geht immerhin um 1,3 Milliarden Franken. Ist das überhaupt seriös?

Köppel Roger (V, ZH): Nein, das ist nicht seriös. Die Schweiz hat ja ein sehr erfolgreiches und erprobtes Prinzip, um es auf Berndeutsch zu sagen: "Nume nid gsprängt." Mit dem haben wir Zürcher zum Teil etwas Probleme, weil wir von unserem Naturell her etwas ungeduldig sind, aber das ist ein Prinzip, das wichtig ist. Was man hier versucht, Kollege Egger, ist natürlich, die Vorlage zu beschleunigen, damit die Auszahlungen beschleunigt werden – und damit nachher natürlich ein neues Gesetz. (Unruhe) Wissen Sie, die Linke möchte nicht diskutieren, sie möchte befehlen, und sie möchte die Diskussion zu diesem Thema unterdrücken. – Sie haben mir gar nichts zu befehlen, Herr Molina, Entschuldigung, Sie sind nicht meine Ehefrau. (Heiterkeit) Also, hier soll ein Volksentscheid umgangen werden, ein Referendum zur Änderung des Osthilfegesetzes, und darum wird das beschleunigt.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Ich bitte um kurze Antworten. Bei den Antworten von Herrn Glättli habe ich heute Nachmittag auch immer darum gekämpft. Beide Seiten sind da ziemlich ausgewogen.

Hess Erich (V, BE): Herr Nationalrat Köppel, wir haben einen Bundesrat, der gesagt hat, wir dürften uns nicht erpressen

AB 2021 N 2072 / BO 2021 N 2072

lassen bzw. er dürfe sich nicht erpressen lassen. Was halten Sie davon, dass sich jetzt der ganze Bundesrat und das ganze Parlament erpressen lassen wollen?

Köppel Roger (V, ZH): Das heisst, dass der Bundesrat und das Parlament in diesem Geschäft auf der falschen Schiene sind und es deshalb wichtig ist, dass wir von der SVP die anderen überzeugen, dass sie diesen

24.11.2021



Nationalrat • Herbstsession 2021 • Vierzehnte Sitzung • 30.09.21 • 15h00 • 21.050 Conseil national • Session d'automne 2021 • Quatorzième séance • 30.09.21 • 15h00 • 21.050

falschen Entscheid korrigieren.

Matter Thomas (V, ZH): Herr Kollege Köppel, diese Kohäsionsmilliarden, die werden ja von den Steuerzahlern bezahlt. Haben Sie nicht das Gefühl, dass es notwendig wäre, den parlamentarischen Beschluss dem Referendum zu unterstellen, weil das Volk ja die Kohäsionsmilliarden bezahlt?

Köppel Roger (V, ZH): Ich finde, es wäre notwendig, dass das Volk darüber entscheiden könnte; dies auch vor dem Hintergrund, dass die Europäische Union die Definition dieser Kohäsionsmilliarde verändert hat. Sie hat ihr einen ganz neuen Zweck unterlegt, und vor diesem Hintergrund wäre es geradezu die Pflicht des Parlamentes, hier ein neues Osthilfegesetz zu verabschieden, ganz klar.

Zuberbühler David (V, AR): Herr Kollege Köppel, ist es korrekt, dass es in der Schweiz Tausende, wenn nicht gar Hunderttausende von AHV-Rentnerinnen und -Rentnern gibt, die ein Leben lang gearbeitet und AHV- und Sozialbeiträge bezahlt haben und denen trotz allem nicht genug zum Leben bleibt? Wäre dieses Geld bei diesen Leuten nicht viel besser investiert?

Köppel Roger (V, ZH): Wenn Sie mich so fragen, Herr Kollege, dann muss ich Ja sagen. Ich würde sagen, einen Grossteil der Entwicklungshilfe, die wir irgendwo in der ganzen Welt verpulvern, könnten wir auch gescheiter in der Schweiz einsetzen, z. B. auch für die Bildung. Wie man hört, haben unsere Hochschulen offensichtlich in gewissen Bereichen zum Teil auch etwas Entwicklungshilfe nötig.

Nidegger Yves (V, GE): Ceux d'entre nous qui ont parlé avec les négociateurs européens savent très bien qu'il n'y aura aucune joie dans le ciel étoilé de Bruxelles lorsque la Suisse payera le milliard de francs, si elle le paie, tout simplement parce que le paiement de ce milliard de francs est vu à tort comme un dû, et lorsque quelqu'un paie une dette, on ne lui donne rien en échange puisqu'il ne fait que s'acquitter. L'idée même que l'on puisse, en payant ce qui est considéré comme une dette, obtenir quelque chose en échange est évidemment une contradiction dans les termes. Il s'agit ici de payer un tribut, comme jadis les nations soumises le faisaient aux nations dominantes; les termes sont assez clairs.

Ma minorité vous propose, en prévoyant que peut-être, à Dieu ne plaise, une majorité de notre conseil décide d'entrer en matière sur le tribut volontaire, de bien vouloir renvoyer le projet au Conseil fédéral pour qu'il nous en présente un autre. Voici donc ma proposition s'il devait y avoir dans cette salle une majorité qui souhaite absolument dépenser un milliard de francs, quel que soit le but – et, je viens de le dire, ce sera sans aucun but et sans aucun résultat parce que c'est simplement considéré comme un dû et que cela n'améliorera évidemment pas les relations avec l'Union européenne, cela ne renforcera évidemment pas notre capacité de négociation, et cela n'élèvera évidemment pas le niveau du respect qui n'est déjà pas accordé à notre pays. Ceci est l'assemblée du peuple. Nous sommes, je crois, supposés voter en fonction de la volonté présumée de ceux qui nous ont élus pour être ici, et éviter de nous prendre pour l'élite éclairée chargée de guider un peuple aveugle vers un destin que nous sommes censés mieux connaître et qui sera évidemment radieux et pavé d'étoiles européennes.

Et si vous posez la question en termes de volonté populaire, deux choses vous viennent à l'esprit: suivez ma minorité, demandez au Conseil fédéral, si vraiment on veut dépenser un milliard de francs, de le mettre dans la caisse de l'AVS, et soumettez ce projet au référendum facultatif, comme le propose notre collègue Grüter. Et vous verrez ce que le peuple en pense. Vous verrez qu'il vous désavouera. Vous verrez que vous ne représentez pas la volonté populaire mais uniquement quelques idées ou idéologies au nom d'un peuple qui vous est étranger.

Je vous prie, si vous deviez entrer en matière, de renvoyer le projet, juste pour voir.

Arslan Sibel (G, BS): Gut Ding will Weile haben. Ob der heutige Tag in die Geschichte der Beziehungen zwischen der Schweiz und der EU eingehen wird, lässt sich noch nicht beurteilen. Sicher aber steht fest, dass heute ein erster wichtiger, vielleicht sogar entscheidender Schritt getan werden kann zur Verbesserung der gegenseitigen Beziehungen. Wir sollten nicht nur, sondern wir müssen diese Chance jetzt packen, denn die derzeitige Situation ist miserabel. Etliche Zweige der Wirtschaft leiden erheblich unter den Folgen des Scheiterns des Rahmenabkommens. Weitere kommen nach und nach hinzu. Die Teilnahme der Schweiz an Horizon Europe und Erasmus plus ist weiterhin auf Eis gelegt. Der Bundesrat hat noch immer keine europapolitische Strategie, und auch politisch leiden wir. Ein zerrüttetes Verhältnis mit unserer wichtigsten Nachbarin und Handelspartnerin lähmt uns.

Die Schweizer Europapolitik gleicht einem Scherbenhaufen. Beide Parteien, die Schweiz wie die EU, haben Fehler gemacht. Der finale Fehler aber liegt bei uns, weil die Verhandlungen abrupt, ohne Vorwarnung und





Nationalrat • Herbstsession 2021 • Vierzehnte Sitzung • 30.09.21 • 15h00 • 21.050 Conseil national • Session d'automne 2021 • Quatorzième séance • 30.09.21 • 15h00 • 21.050

ohne Plan B für das weitere Vorgehen abgebrochen wurden. Der Bundesrat hat damit unser Gegenüber brüskiert. Die Deblockade liegt deshalb an uns. Auch das entsprechende Mittel dazu liegt vor: die rasche Freigabe des Kohäsionsbeitrages.

Ich weiss, dass ein solcher Schritt für einige im Saal fast unerträglich ist. Das haben wir vorhin ja auch gehört. Aber überwinden wir unsere Gefühle, und folgen wir unserem Verstand. Die Blockierung des Kohäsionsbeitrages war ein Schuss ins eigene Knie. Die Freigabe des Kohäsionsbeitrages hingegen wäre ein erster Schritt zur Normalisierung der Beziehungen. Die Freigabe ist keine Geste der Demut und kein Bückling vor der EU. Sie ist nichts anderes als die Erfüllung eines Versprechens, welches längst gemacht wurde.

Und die Erfüllung des Versprechens hat Symbolkraft. Denn die Beitragszahlung beweist, dass wir mit EU-Mitgliedstaaten solidarisch sind und sie aktiv unterstützen wollen. Wir wissen, dass diese Länder uns gegenüber eine gewisse kritische Haltung einnehmen, in der Meinung, wir wollten nur die Vorteile der Bilateralen nutzen. Beweisen wir ihnen heute das Gegenteil.

Solidarisch sollten wir uns auch gegenüber unseren Nachbarländern zeigen. Deutschland und Österreich haben aktiv in Brüssel interveniert, damit die EU bestehende Zertifikate im Bereich der Medtech-Produkte weiterhin anerkennt oder zumindest duldet. Diese Solidaritätsgeste sollten wir durch unsere Beitragszahlung anerkennen.

Aufgrund des Gesagten ist der Mehrheitsantrag nicht zielführend. Deshalb haben wir eben diesen Minderheitsantrag gestellt. Es macht keinen Sinn, eine innenpolitische Finanzierungsfrage mit einer aussenpolitischen zu verknüpfen, im Gegenteil. Die bedingungslose Zahlung des Kohäsionsbeitrages könnte die EU ermuntern, bezüglich Erasmus plus nochmals über die Bücher zu gehen und die bisherige erfolgreiche Kooperation fortzusetzen.

Gerade deshalb haben wir an der letzten APK-Sitzung eine Motion verabschiedet, welche den Bundesrat beauftragt, bis zur kommenden Wintersession endlich eine Finanzierungsbotschaft für eine Vollassoziierung an Erasmus plus vorzulegen. Diese Motion wurde heute Morgen klar angenommen, was sehr erfreulich ist. Namens der Kommissionsminderheit ersuche ich Sie deshalb, meinem Minderheitsantrag zu folgen und Artikel 1 Absatz 2bis zu streichen. Diese Minderheitsmeinung wurde heute Morgen im Ständerat zu einer Mehrheitsmeinung. Der Ständerat ist heute Morgen zur Überzeugung gelangt, dass die Kohäsionsmilliarde ohne Verknüpfung und ohne Verzögerung freizugeben ist.

AB 2021 N 2073 / BO 2021 N 2073

Beweisen wir, dass wir für ein solidarisches Europa einstehen, in welchem soziale Überlegungen ebenso wichtig sind wie wirtschaftliche! Beweisen wir, dass die Schweiz sich als Teil Europas versteht, ihre Verantwortung wahrnimmt und auch einen Beitrag zur Entwicklung dieses Kontinents leistet! Ich bitte Sie deshalb, diesen Minderheitsantrag zu unterstützen.

Walder Nicolas (G, GE): Le groupe des Verts s'est toujours opposé à la décision du Conseil fédéral de quitter la table des négociations. Il a fait ce choix sans en référer au Parlement, ce que nous continuons de regretter et, d'ailleurs, de contester. A cause de cette décision unilatérale, nous sommes depuis fin mai dans l'antichambre de l'Union européenne, à attendre que l'on veuille bien nous ouvrir la porte. Nous sommes suspendus aux lèvres de la Commission européenne pour savoir si et à quel moment le dialogue politique pourra reprendre. L'Union européenne, de son côté, attend toujours que le Conseil fédéral explique les raisons de son choix d'abandonner les négociations et qu'il lui dise ce qu'il veut, car, à ce stade, les étapes énoncées par le Conseil fédéral ne ressemblent en rien à des objectifs, mais juste à des moyens de faire face à une situation périlleuse: adapter nos lois et ordonnances au droit européen, libérer sans condition notre contribution "volontaire" de cohésion et, enfin, ouvrir un hypothétique dialogue politique.

Mais dans quel but? Pour quel type de relation avec l'Union européenne? A cette simple question, le Conseil fédéral n'a toujours pas apporté de réponse. Pourtant, nombreux sont les dossiers dans lesquels les intérêts de la Suisse sont affectés: Horizon Europe, ARM, accord sur l'électricité, autant de domaines où la situation se détériore rapidement pour notre population, nos entreprises et nos institutions.

Notre groupe n'entend pas tirer un trait aussi facilement sur le passé. Toutefois, nous souhaitons aujourd'hui limiter au maximum les dégâts. C'est pourquoi les Verts soutiendront la libération sans condition de la deuxième contribution de la Suisse. Nous le ferons d'autant plus volontiers que nous nous étions toujours opposés à l'introduction de conditions à son versement. Cela n'a fait que mettre inutilement de l'huile sur le feu avec nos partenaires européens. Et c'est compréhensible, sachant que la Suisse est, après le Luxembourg, le pays qui bénéficie le plus de l'accès au marché unique. Par ailleurs, notre contribution est largement inférieure, proportionnellement, à celle des Etats de l'EEE, telle la Norvège. Il n'y a donc aucune raison de ne pas apporter



Nationalrat • Herbstsession 2021 • Vierzehnte Sitzung • 30.09.21 • 15h00 • 21.050 Conseil national • Session d'automne 2021 • Quatorzième séance • 30.09.21 • 15h00 • 21.050

notre contribution au renforcement de ce marché unique qui nous rapporte tant.

En ce qui concerne le montant de la cohésion, les Verts réitèrent leur appel au Conseil fédéral à inclure dans la gestion de ce 1,3 milliard les mêmes réserves que pour l'utilisation des fonds de cohésion de l'Union européenne vis-à-vis des Etats ou des régions qui ne respectent pas l'Etat de droit. C'est une manière de montrer notre attachement aux droits fondamentaux ainsi qu'aux minorités qui, en particulier dans deux Etats de l'Union européenne, subissent aujourd'hui des discriminations totalement inadmissibles. Il ne faut en aucune manière que ces fonds servent directement ou indirectement à renforcer les gouvernements de pays comme la Hongrie et la Pologne, qui ont fait de la discrimination le coeur de leurs politiques.

Enfin, le groupe des Verts continuera d'insister pour que notre pays renforce sa collaboration avec l'Union européenne et qu'il évalue, hors de toute hystérie, les différentes options qui s'offrent à nous, de l'adhésion à l'Union européenne au statu quo, avec des accords bilatéraux qui se délitent inexorablement, en passant par l'adhésion à l'EEE et la signature d'un nouvel accord-cadre.

Nous refuserons toutes les propositions de minorités Köppel et Nidegger qui n'ont comme objectif que la rupture des relations entre notre pays et l'Union Européenne, ce que nous ne pouvons pas cautionner.

Nous soutiendrons par contre la minorité Arslan qui demande de supprimer, à l'article 1, l'alinéa 2bis, même si nous considérons l'adhésion à Erasmus plus comme indispensable. Car rejeter cette minorité reviendrait à maintenir une divergence avec le Conseil des Etats et dès lors à repousser à décembre la libération sans condition de ces montants, délai que nous voulons à tout prix éviter.

Nous vous invitons ce soir à soutenir la libération de cette deuxième contribution sans condition, afin que l'on puisse travailler à la reconstruction de notre relation avec l'Union européenne et aussi continuer d'espérer une participation prochaine à Horizon Europe et Erasmus plus!

Molina Fabian (S, ZH): Die SP hat die Kohäsionsbeiträge an die neuen EU-Mitgliedstaaten immer unterstützt. Die EU-Kohäsionspolitik ist Ausdruck der europäischen Solidarität. Mit ihr werden wirtschaftliche und soziale Ungleichheiten innerhalb Europas verringert und eine nachhaltige Entwicklung angestossen. Es ist richtig und wichtig, dass sich die Schweiz an diesen gemeinsamen Bemühungen für ein gerechteres Europa beteiligt. Über den ersten, vom Volk via Bundesgesetz über die Zusammenarbeit mit den Staaten Osteuropas gutgeheissenen Beitrag wurden konkrete Projekte zur Integration von ethnischen Minderheiten in den Arbeitsmarkt unterstützt, der Zugang zu hochstehender Bildung ermöglicht und die nachhaltige Energiebewirtschaftung verbessert. Das verdient auch künftig unsere Unterstützung.

Nach dem verantwortungslosen Abbruch der Verhandlungen zum Rahmenabkommen durch eine Mehrheit des Bundesrates ist die Zahlung des Kohäsionsbeitrages in den einzelnen Projekten aber auch ein Beitrag zur Verbesserung der Beziehungen zu den EU-Mitgliedstaaten. Auch deshalb ist die SP-Fraktion froh, dass unser Rat noch in dieser Session über die Freigabe des Kohäsionsbeitrages diskutieren kann. Für uns ist aber auch klar, dass nun, verbunden mit dieser Kohäsionsleistung, auch die Kooperation in den Bereichen Wissenschaft und Bildung verstärkt werden muss. Denn diese Zusammenarbeit bringt den Menschen in der Schweiz, aber auch in Europa einen konkreten Nutzen. Ein Wegfall wäre verheerend.

Leider hat der Bundesrat die Kooperationsbemühungen beim Programm Erasmus plus viel zu lange blockiert. Nur dank dem Druck der SP-Fraktion hat sich der Bundesrat in der Debatte zur APK-Motion 21.3975 heute endlich dazu verpflichtet, zeitnah eine Finanzierungsbotschaft zu Erasmus plus ins Parlament zu bringen. Das sind gute Nachrichten für Studierende und Lernende in der Schweiz, die hoffentlich bald wieder Zugang zum grössten Bildungsprogramm der Welt erhalten.

Nach dem Entscheid von heute Morgen, den Bundesrat zu beauftragen, die Finanzierungsbotschaft zu Erasmus plus noch dieses Jahr ins Parlament zu bringen, kann sich die SP-Fraktion dem Bundesrat und dem Entscheid des Ständerates von heute Morgen anschliessen. Wir unterstützen entsprechend die Minderheit Arslan bei Artikel 1 Absatz 2bis.

Den Rückweisungsantrag der Minderheit Nidegger und den Minderheitsantrag Köppel lehnt die SP-Fraktion ab, und ich bitte Sie, dies ebenfalls zu tun.

Lassen Sie mich noch ganz kurz etwas Grundsätzliches anmerken. Die Freigabe des Kohäsionsbeitrages ist ein kleiner, aber wichtiger Schritt auf dem Weg der Normalisierung unserer Beziehungen zur Europäischen Union, mehr aber auch nicht. Denn der Beitrag ist seit langer Zeit überfällig, und er ist, ehrlich gesagt, auch viel zu bescheiden. Nach wie vor hat der Bundesrat noch keinen Tritt gefasst und irrlichtert die Schweiz europapolitisch ins Verderben. Die SP erwartet, dass die Kooperation mit der EU so rasch als möglich in weiteren Bereichen ausgebaut wird und dass die Diskussion über die rechtliche Integration der Schweiz in den EU-Binnenmarkt so rasch als möglich wieder aufgenommen wird. Eine Erosion der bilateralen Beziehungen zur EU darf keine Option sein. Die SP will mehr und nicht weniger europäische Integration – im Interesse von



Nationalrat • Herbstsession 2021 • Vierzehnte Sitzung • 30.09.21 • 15h00 • 21.050
Conseil national • Session d'automne 2021 • Quatorzième séance • 30.09.21 • 15h00 • 21.050



Wohlstand und demokratischer Souveränität der Schweiz und aus Solidarität mit diesem Kontinent und seinen wunderbaren Bewohnerinnen und Bewohnern.

Schläpfer Therese (V, ZH): Herr Molina, ab und zu höre ich noch Radio. Gestern Mittag war im "Rendez-vous" die

AB 2021 N 2074 / BO 2021 N 2074

Kohäsionsmilliarde ein Thema und wie die osteuropäischen Länder, wie Sie es auch gesagt haben, unterstützt werden und ihre Entwicklung planen sollen. Jetzt hat der bulgarische Ministerpräsident gesagt, dass sie von der EU viel zu viel Geld bekommen; sie wissen gar nicht, was sie damit machen sollen, sie haben noch keinen Plan. Haben Sie das gehört? Wissen Sie davon? Sonst müssen Sie das vielleicht noch nachhören.

Molina Fabian (S, ZH): Vielen Dank für diesen Sendungshinweis, Frau Schläpfer.

Aeschi Thomas (V, ZG): Herr Molina, habe ich Sie vorhin richtig verstanden? Fordert die SP, dass die Schweiz mindestens gleich viel wie Norwegen bezahlt, also verglichen mit heute etwa den vierfachen Betrag?

Molina Fabian (S, ZH): Ich weiss nicht, Herr Aeschi, ob Sie mir zugehört haben, aber das habe ich nicht gesagt.

Estermann Yvette (V, LU): Kollege Molina, ich danke Ihnen, dass Sie mutig sind und Fragen beantworten möchten. Meine Frage: Ist das für Sie normal, wenn Sie zum Beispiel mit Ihrem Nachbarn ein schlechtes Verhältnis haben, dass Sie ihm Geld geben, damit diese Beziehung wieder besser wird?

Molina Fabian (S, ZH): Ich habe mit meinem Nachbarn ein sehr gutes Verhältnis, Frau Estermann.

Dettling Marcel (V, SZ): Geschätzter Kollege Molina, Sie haben vorhin gerühmt, wie der erste vom Volk gutgeheissene Betrag für sinnvolle Projekte eingesetzt worden sei. Sind Sie nun bereit, den neuen Erpresserbetrag auch dem Volk zu unterstellen, oder haben Sie Angst vor dem Volk?

Molina Fabian (S, ZH): Herr Kollege Dettling, Sie wissen genau, dass wir mit dem Osthilfegesetz die gesetzliche Grundlage für die Kohäsionszahlungen ermöglicht haben. Das Osthilfegesetz wurde vom Volk gegen den Willen der SVP deutlich gutgeheissen, und jetzt liegt es gemäss Parlamentsrecht am demokratisch gewählten Parlament, über die Finanzierung dieses Volksbeschlusses zu entscheiden.

Fischer Roland (GL, LU): Die grünliberale Fraktion wird auf die Vorlage eintreten und den Rückweisungsantrag ablehnen. In der Detailberatung unterstützen wir den Minderheitsantrag Arslan; die Minderheitsanträge Köppel und den Einzelantrag Grüter lehnen wir jedoch ab.

Zu Beginn meiner Ausführungen ist es mir ein Anliegen, nochmals die grosse Enttäuschung der Grünliberalen über den Entscheid des Bundesrates, die Verhandlungen zum institutionellen Rahmenabkommen abzubrechen, zum Ausdruck zu bringen. Wir sind nach wie vor überzeugt, dass der Abbruchentscheid ein grosser Fehler war, dass dieser Entscheid der Schweiz schadet und dass der Bundesrat damit ein europapolitisches Fiasko angerichtet hat. Auch hat er dadurch die Beziehungen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union beschädigt. Das verlorene Vertrauen lässt sich jetzt nicht einfach nur mit der Freigabe der Kohäsionsbeiträge wiederherstellen. Es ist unverzichtbar, dass die Schweiz nun ihre Vorstellungen über ihre Rolle im europäischen Binnenmarkt und im Verhältnis zur Europäischen Union im Allgemeinen so rasch als möglich klärt. Für die Grünliberalen bedeutet das nicht weniger Europa, nein, wir wollen mehr Europa wagen.

Nun zu den Kohäsionsbeiträgen: Die grünliberale Fraktion hat die zwei Rahmenkredite Kohäsion und Migration stets befürwortet. Die Ende 2019 von einer Mehrheit des Parlamentes beschlossene Bedingung, dass keine Verpflichtungen eingegangen werden, solange diskriminierende Massnahmen gegen die Schweiz in Kraft sind, haben wir immer abgelehnt. Es ist deshalb naheliegend, dass wir die Aufhebung dieser Bedingung und eine möglichst rasche Freigabe unterstützen.

Die Schweiz gehört zu denjenigen Staaten, welche am meisten vom europäischen Binnenmarkt profitieren. Es ist deshalb richtig, dass sie einen Beitrag zur wirtschaftlichen Kohäsion in der EU leistet. Wenn wir den Beitrag der Schweiz mit den Beiträgen der Staaten des EWR vergleichen, dann sehen wir, dass die Schweiz einen sehr tiefen Beitrag zahlt. Norwegen, welches rund 97 Prozent der Beiträge der EWR-Staaten leistet, zahlt mit einem kleineren Bruttoinlandprodukt deutlich mehr als die Schweiz.

Bei den Kohäsionsbeiträgen geht es darum, die in einem Binnenmarkt vorhandenen wirtschaftlichen und sozialen Ungleichgewichte zwischen den am Binnenmarkt beteiligten Staaten auszugleichen, ähnlich wie wir es

24.11.2021





Nationalrat • Herbstsession 2021 • Vierzehnte Sitzung • 30.09.21 • 15h00 • 21.050 Conseil national • Session d'automne 2021 • Quatorzième séance • 30.09.21 • 15h00 • 21.050

in der Schweiz mit dem Finanzausgleich zwischen den Kantonen auch tun. Die Logik der EU-Kohäsionspolitik beruht deshalb auf einem in unserem Föderalismus wohlbekannten Grundgedanken. Nicht zuletzt aus diesem Grund ist es richtig, wenn wir als Schweiz einen Beitrag zur europäischen Kohäsion leisten, denn wir nehmen am Binnenmarkt teil.

Zur Minderheit Arslan: Nach der klaren Annahme der Motion der APK heute Morgen, mit welcher der Bundesrat aufgefordert wird, dem Parlament bis zur Wintersession eine Finanzierungsbotschaft für die Schweizer Teilnahme an Erasmus plus vorzulegen, unterstützen wir ebenfalls die Minderheit. Der Antrag der Mehrheit der Kommission ist aus unserer Sicht durch die Annahme dieser Motion nicht mehr notwendig. Die rasche und vollständige Assoziierung der Schweiz an die Kooperationsprogramme ist nicht nur für die Universitäten, Hochschulen und Unternehmen von äusserst grosser Bedeutung. Die Bereitschaft der Schweiz zu einer Vollassoziierung ist auch ein wichtiges Zeichen der Schweiz gegenüber der Europäischen Union, dass die Schweiz ein starkes Interesse an der Zusammenarbeit hat und gewillt ist, neben den Rechten auch Pflichten wahrzunehmen. Die Beteiligung des Schweizer Bildungs- und Forschungsplatzes ist in diesem Sinne auch eine Art Kohäsion.

Schwander Pirmin (V, SZ): Herr Kollege Fischer, wenn ich Ihnen so zuhöre: Wäre es nach Ihren Vorstellungen nicht ehrlicher, wenn wir anstelle des Verpflichtungskredites einen jährlichen Pflichtbeitrag sprechen und diesen heute beschliessen würden, um die EU dauerhaft zu besänftigen?

Fischer Roland (GL, LU): Über die Form des Beitrages kann man selbstverständlich streiten. Aus unserer Sicht ist es wichtig, dass wir einen Beitrag leisten. Ich kann mir sehr gut vorstellen, dass wir in Zukunft eine andere Form von Kohäsionsbeitrag an die Europäische Union leisten, einen jährlichen Beitrag beispielsweise. Aber das steht heute nicht zur Diskussion.

Estermann Yvette (V, LU): Geschätzter Herr Kollege, ich habe Ihnen sehr gut zugehört. Sie haben gesagt, dass man das Vertrauen wiederherstellen müsse. Sind Sie es gewohnt, Vertrauen zu erkaufen?

Fischer Roland (GL, LU): Ich bin nicht der Meinung, dass wir irgendein Vertrauen erkaufen.

Markwalder Christa (RL, BE): Im Namen der FDP-Liberalen Fraktion bitte ich Sie, den Bundesbeschluss zur Anpassung der beiden Bundesbeschlüsse über den zweiten Schweizer Beitrag an ausgewählte EU-Mitgliedstaaten ohne Konditionalitäten gutzuheissen.

Wir waren in unserer Haltung immer konsistent und haben seinerzeit das Osthilfegesetz als Rechtsgrundlage für den ersten Kohäsionsbeitrag der Schweiz gutgeheissen und vor zwei Jahren auch den zweiten Schweizer Erweiterungsbeitrag unterstützt, wenn auch damals mit der Verknüpfung, dass die Verpflichtungen nur einzugehen sind, sobald die EU die diskriminierenden Massnahmen gegen die Schweiz aufgehoben hat. Nun sind wir zusammen mit dem Bundesrat der Meinung, dass wir diese Kohäsionsbeiträge zur Beseitigung der sozialen und wirtschaftlichen Ungleichheiten sowie zur Bewältigung der Migrationsbewegungen in den Südländern endlich deblockieren sollen; dies, um die ungesunde Negativspirale im wichtigen Verhältnis Schweiz-EU zu durchbrechen und nach viel zerschlagenem Geschirr, das notabene

AB 2021 N 2075 / BO 2021 N 2075

der Bundesrat mit seinem einseitigen Verhandlungsabbruch zum institutionellen Rahmenabkommen verursacht hat, wieder einen gemeinsamen, vernünftigen Modus Vivendi zu finden.

Der Kohäsionsbeitrag der Schweiz ist nicht einfach eine altruistische Zahlung an zentral- und osteuropäische Staaten sowie an die von Migrationsbewegungen besonders betroffenen südeuropäischen Staaten, sondern sie liegt ebenso in unserem ureigenen Interesse. Die EU ist unsere wichtigste Partnerin, politisch, wirtschaftlich, kulturell und sprachlich. Wir teilen die gemeinsamen aufklärerischen Werte, wir sehen uns mit ähnlichen Herausforderungen konfrontiert und müssen uns als europäischer Kontinent in der geopolitisch volatilen Welt gemeinsam behaupten.

Die Schweiz profitiert gemäss einer Bertelsmann-Studie vom Mai 2019 in absoluten Zahlen ökonomisch am meisten von der Verflechtung mit dem EU-Binnenmarkt und vom Zugang zu demselben, also mehr als jeder EU-Mitgliedstaat und mehr als die drei EWR-Staaten, und dies zu einem finanziellen Preis in der Höhe von rund 10 Prozent des Beitrages, den ein EU-Mitgliedland im Vergleich leisten muss. Es liegt auch in unserem Interesse, dass sich die wirtschaftlichen und sozialen Ungleichheiten in Europa verringern, und dies notabene nicht durch eine Nivellierung nach unten, sondern dank einem prosperierenden Binnenmarkt und europaweiten Bildungs-, Forschungs- und Kulturkooperationen, die unseren Kontinent als Innovationsstandort fördern, an





Nationalrat • Herbstsession 2021 • Vierzehnte Sitzung • 30.09.21 • 15h00 • 21.050 Conseil national • Session d'automne 2021 • Quatorzième séance • 30.09.21 • 15h00 • 21.050

dem die Schweiz partizipieren will und zu welchem sie auch ihren eigenen Beitrag leisten kann, dank Talenten und unseren führenden Hochschulen mit ihren jeweiligen Wissenschaftsbereichen.

All diese Gründe haben schon vor zwei Jahren dafür gesprochen, dass die Schweiz einen erneuten Beitrag an ausgewählte EU-Staaten leistet, und sie gelten auch heute. Wir sprechen uns deshalb klar dafür aus, dass sich die Schweiz möglichst bald an die Bildungs- und Forschungskooperation Horizon Europe und, wie auch schon heute Morgen unterstrichen, an Erasmus plus vollassoziieren kann, und erwarten auch von der EU, dass sie hierbei einen Schritt auf uns zu macht. Denn diese Kooperationen liegen nicht nur im Interesse der Schweiz, sondern sie liegen auch im Interesse der EU.

Ich bitte Sie deshalb im Namen unserer Fraktion, auf die Vorlage einzutreten, der Minderheit Arslan zuzustimmen, also keine innenpolitischen Konditionalitäten in den Bundesbeschluss einzufügen. Wir haben dies mit der Kommissionsmotion der APK, die wir heute Morgen so deutlich angenommen haben, bereits erledigt. Schliesslich bitte ich Sie, den Minderheitsantrag Köppel abzulehnen. Es ist nun Zeit, diesen Schritt zu machen, im Interesse unseres Landes, aber auch im Sinne der gemeinsamen Interessen, die die Schweiz und die Europäische Union haben.

Schneider-Schneiter Elisabeth (M-E, BL): Die Europapolitik verschiebt sich wieder ins Parlament. Das ist gut so, auch wenn die Debatte heute Abend zeitweise etwas anspruchsvoll ist. Es ist auch gut, dass dieses Gezerre zwischen den Räten nun ein Ende gefunden hat. Wie wollen wir eine Europapolitik schaffen und eine innenpolitische Debatte dazu führen, wenn wir uns nicht mal über das Verfahren einig sind? Die Beziehungen zwischen der Schweiz und der EU sind kompliziert genug geworden.

Im Dezember 2013 wurde das Verhandlungsmandat für ein institutionelles Abkommen erteilt. Fünf Jahre später wurde das Verhandlungsergebnis zur Kenntnis genommen. Der Bundesrat kommentierte damals, dass er das Verhandlungsergebnis in weiten Teilen als im Interesse der Schweiz und im Einklang mit dem Verhandlungsmandat erachte. Nach weiteren zweieinhalb Jahren Konsultation – oder besser: Odyssee – stellte der Bundesrat dann genau das Gegenteil fest und hat die Verhandlungen einseitig abgebrochen. Dass die EU über diesen Abbruch nicht begeistert ist, war nicht überraschend. Überraschend war vielmehr, wie planlos der Bundesrat in diesem Dossier vorgegangen ist. Eine Strategie ist nicht mal im Ansatz erkennbar. Denn, ob es uns passt oder nicht, die EU ist unsere mit Abstand wichtigste Handelspartnerin. Ein vernünftiges Einvernehmen liegt im Interesse aller Beteiligten. Dieses planlos zur Disposition zu stellen, ist ein Spiel mit dem Feuer. Wie gross der Flächenbrand bereits ist, wissen wir: blockiertes Gesundheitsabkommen, blockiertes Stromabkommen, blockiertes Forschungsabkommen, fehlende Äquivalenzen. Weitere Blockaden stehen an.

Wir brauchen zwingend einen Plan, wie wir das bilaterale Verhältnis zwischen der EU und der Schweiz sichern und weiterentwickeln können. Was haben wir für eine Alternative zum bewährten bilateralen Weg?

Mit einem Ja zu dieser Vorlage haben wir zwar noch längst nicht alle Baustellen im Griff, aber immerhin machen wir einen ersten Schritt. Die EU nennt die Kohäsionsmilliarde als Bedingung, um mit der Schweiz über eine Assoziierung an Horizon Europe zu verhandeln. Im Ständerat wurde heute Morgen von einem Befürworter der Vorlage gesagt, es sei nicht sicher, dass die EU der Schweiz nach der Freigabe des Kohäsionsbeitrages entgegenkomme. Hingegen ist sicher, dass sie es ohne diesen Entscheid nicht tun wird.

Für unseren Forschungs- und Innovationsplatz ist Horizon jedenfalls von zentraler Bedeutung, und wir wollen in Forschung und Innovation weiterhin in der Champions League mitspielen – da sind wir uns wohl alle einig. Einverstanden, die Verknüpfung der Kohäsionsmilliarde mit Horizon ist unschön. Bei allen Emotionen tun wir aber gut daran, die Situation nüchtern zu betrachten. Zugegebenermassen handelt es sich bei der Blockade um eine politische und ökonomische Diskriminierung. Rechtlich gesehen muss man aber feststellen, dass es keine gegenseitige Pflicht zur Aktualisierung von Abkommen gibt. Und letztlich nehmen beide Parteien – die Schweiz und die EU – für sich in Anspruch, souveräne Massnahmen zu treffen, welche dem anderen Vertragspartner zwar nicht passen, welche aber vertraglich einfach möglich sind.

Gestatten Sie mir nun noch eine Bemerkung aus Sicht unserer Exportnation: Der Zugang zum europäischen Binnenmarkt ist die Voraussetzung für den Erfolg unserer Unternehmen. Er sollte uns etwas wert sein. Dass die Schweiz nun heute den Erweiterungsbeitrag freigibt, sollte aber auch der EU zeigen, wie wertvoll die Zusammenarbeit mit der EU für die Schweiz ist und dass wir bereit sind, unseren Beitrag zu leisten.

Übrigens: Beim Rahmenkredit von 1,1 Milliarden Franken, verteilt über zehn Jahre, stehen die Berufsbildung und die Reduktion von Jugendarbeitslosigkeit im Vordergrund. Beim zweiten Teil in Höhe von 200 Millionen Franken geht es um Projekte im Bereich Migration in Ländern, die mit besonders vielen Asylsuchenden konfrontiert sind – eine Unterstützung, welche die Mitte-Fraktion immer gefordert hat und die vor allem in ihrem Interesse sein sollte.

Ich bitte Sie im Namen der Mitte-Fraktion, auf die Vorlage einzutreten und den Rückweisungsantrag sowie alle

24.11.2021





Nationalrat • Herbstsession 2021 • Vierzehnte Sitzung • 30.09.21 • 15h00 • 21.050 Conseil national • Session d'automne 2021 • Quatorzième séance • 30.09.21 • 15h00 • 21.050

Konditionalitäten abzulehnen. Die Verknüpfung mit der Verpflichtung, eine Finanzierungsvorlage zu Erasmus plus vorzulegen, war von Anfang an nicht besonders klug, was mittlerweile auch jene erkannt haben, die zur Mehrheit gehören. Sie würde die Behandlung dieser Vorlage erst recht verzögern. Gut, dass nun alle die Minderheit unterstützen.

Ich bitte Sie, auch den Einzelantrag Grüter für ein fakultatives Referendum abzulehnen. In einer Volksabstimmung haben Volk und Stände dem Bundesgesetz über die Zusammenarbeit mit den Staaten Osteuropas von 2006 zugestimmt. Damit wurde die gesetzliche Grundlage für die Kohäsionszahlungen demokratisch durch eine Volksabstimmung gelegt. Gegen die letzte Erneuerung dieses Gesetzes, welche am 1. Juni 2017 in Kraft getreten ist, wurde das Referendum nicht ergriffen. Die SVP hat es verpasst, dort das Referendum zu ergreifen. Damit gilt die gesetzliche Grundlage. Gegen einen Finanzierungsbeschluss ist, Herr Grüter, kein Referendum mehr möglich.

Zum Schluss noch zuhanden des Bundesrates: Dieses vom Bundesrat beantragte beschleunigte Verfahren bzw. diese Hauruckübung ist unseriös und hätte die Vorlage fast zum Abstürzen gebracht. Mit einem Plan, einer klaren Strategie für die weiteren Schritte in der Europapolitik wäre das nicht passiert.

AB 2021 N 2076 / BO 2021 N 2076

Graber Michael (V, VS): Frau Kollegin Schneider-Schneiter, Sie haben zu Recht Forschung und Innovation angesprochen und davon gesprochen, dass die Schweiz auch weiterhin in der Champions League mitspielen möchte. Es gibt ein Magazin im Bereich Hochschulbildung, "Times Higher Education" oder kurz "THE" genannt. Es ist vor allem durch sein jährlich erscheinendes THE World University Ranking bekannt. Ich gebe Ihnen kurz die ersten paar Plätze bekannt: Platz 1 University of Oxford; Platz 2 University of Cambridge; Platz 3 Imperial College London; Platz 4 ETH Zürich; Platz 5 UCL; (*Zwischenruf des Präsidenten: Herr Graber, die Frage!*) Platz 6 London School of Economics – ich bin gleich so weit, Herr Präsident -; Platz 7 University of Edinburgh. Nun meine Frage: Wie viele der von mir soeben enumerierten Hochschulen wären von Horizon oder von Erasmus betroffen bzw. liegen in der EU?

Schneider-Schneiter Elisabeth (M-E, BL): Sie haben etwas verwechselt, es geht bei dieser Vorlage nicht um Erasmus, sondern es geht um die Gespräche zu Horizon Europe. Aber noch etwas: Wir waren gestern an der ETH; wir machten unseren Fraktionsausflug zur ETH nach Zürich. Die Vertreter der ETH legten uns ans Herz, hier heute bezüglich Forschung und Innovation Ja zu sagen. Das sei der Grundstein für die erfolgreiche weitere bilaterale Zusammenarbeit mit der EU.

Grüter Franz (V, LU): Stellen Sie sich vor, Sie gehen am Sonntag wie immer zu Ihrem Lieblingsbäcker, an der Eingangstüre werden Sie aufgehalten, und man sagt Ihnen: "Wenn Sie hier einkaufen wollen, müssen Sie zuerst 10 Franken Eintritt bezahlen." Ich glaube, Sie würden reagieren wie ich. Sie würden sagen: "Gahts no!", würden sich umdrehen und das Geschäft wieder verlassen. Genau das ist die Situation, in der wir mit der EU stecken. Sie will von der Schweiz 1,3 Milliarden Franken für den Marktzutritt. Jetzt habe ich immer wieder "Kohäsionsmilliarde" gehört. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, nein, es ist keine Kohäsionsmilliarde! Gerade jetzt, am 28. September, hat Maros Sefcovic klar gesagt: Es ist für den Marktzugang der Schweiz – mit anderen Worten, damit wir dort weiter verkaufen dürfen. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, das geht nicht! Das würden Sie privat nie machen. Und weshalb sollen wir als Parlamentarier tun, was wir privat nie machen würden?

Schauen wir uns doch kurz einmal an, wie denn die Handelsbilanz aussieht. 2019 haben wir bei der EU Waren für 142 Milliarden Franken eingekauft. Die Schweiz ist ein Top-Kunde der EU. Auch bei der Handelsbilanz ist es so, dass die EU uns wesentlich mehr verkauft, als wir ihr verkaufen. Wir sind also ein Grosskunde der EU. Die Differenz in der Handelsbilanz beträgt 18 Milliarden Franken, für die wir mehr bei der EU einkaufen. Wir sind der EU nichts schuldig. Dazu kommen 380 000 Grenzgänger, alles gut bezahlte Jobs, die wir hier in der Schweiz anbieten. Wir haben für 24 Milliarden Franken die Neat gebaut – nicht für uns, sondern hauptsächlich für den Transitverkehr innerhalb der EU.

Wenn man also schon für den Marktzutritt zahlen sollte, müsste es eigentlich umgekehrt sein, dann müsste, wenn man schon gegen liberale Prinzipien verstösst, eigentlich die EU uns zahlen.

Wir haben es gehört, die EU fordert bereits eine weitere Milliarde. Der Appetit kommt eben mit dem Füttern. Statt blindlings eine solche Zahlung auszulösen, müssten aus unserer Sicht zuerst wichtige Fragen mit der EU gelöst werden. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, glauben Sie doch nicht, dass Brüssel irgendetwas verbessert, wenn diese Milliarde bezahlt ist! Brüssel verweigert uns die Börsenäquivalenz, bei den Forschungsprogrammen sind wir ein Drittstaat geworden, die Anerkennung der Herkunftszertifikate bei der Wasserkraft





Nationalrat • Herbstsession 2021 • Vierzehnte Sitzung • 30.09.21 • 15h00 • 21.050 Conseil national • Session d'automne 2021 • Quatorzième séance • 30.09.21 • 15h00 • 21.050

wurde aberkannt, bei den Medizinprodukten wurden die Mutual Recognition Agreements (MRA) ebenfalls nicht

Ich erinnere Sie daran, dass sowohl Nationalrat als auch Ständerat diese 1,3 Milliarden Franken nicht freigeben wollten, solange Diskriminierungen herrschen. Diese Diskriminierungen sind bis heute nicht nur nicht verschwunden, sondern sie wurden sogar noch weiter ausgebaut. Das Einzige, was sich offenbar geändert hat, ist die Meinung gewisser Parlamentarierinnen und Parlamentarier, weil nämlich der Entscheid, dass man den Beitrag erst nach Beendung der Diskriminierungen bezahlen will, vor den Wahlen 2019 gefällt wurde. Der Zürcher FDP-Ständerat Ruedi Noser sagt gegenüber der "Handelszeitung" von heute, die Schweiz solle der EU diese 1,3 Milliarden Franken ohne Gegenleistung bezahlen, und ich zitiere: "Die Milliarde muss meiner Ansicht nach auch nichts Besonderes bewirken. Wir zahlen die jetzt einfach mal. Ob das Brüssel gut findet, ist unwichtig." Das ist doch nicht mehr seriös!

Also wir können doch nicht ernsthaft sagen, dass das die Haltung eines freien und unabhängigen Staates gegenüber der Europäischen Union ist. Das ist ein Kniefall, und es ist ein Wortbruch gegenüber 2019. Offensichtlich will eine Mehrheit hier drin die Interessen der Schweizer Bevölkerung hintanstellen und die Interessen der EU über die Interessen der Schweiz stellen. Ich bitte Sie, sagen Sie Nein zu dieser Tributzahlung, die nichts zur Entspannung beitragen wird. Wir dürfen die Erpressungsversuche der EU nicht noch mit Milliardenzahlungen belohnen.

Für die SVP ist klar: Solange die EU uns diskriminiert, wird über diesen Beitrag nicht verhandelt. Die SVP-Fraktion lehnt deshalb diese unwürdige Zahlung ab. Auch das Vorgehen, das jetzt beschlossen wird - das Geschäft als einfachen Bundesbeschluss vorzulegen -, ist undemokratisch. Frau Schneider-Schneiter, ich muss Ihnen Folgendes sagen: Sie haben recht, beim Bundesgesetz über die Zusammenarbeit mit den Staaten Osteuropas wurde tatsächlich das Referendum nicht ergriffen. Aber damals war auch kein Betrag bekannt. Es war nicht klar, in welcher Höhe jemals Zahlungen fliessen würden. Hier wäre es, das muss ich sagen, das absolute Minimum, dass die Schweizer Bevölkerung darüber abstimmen kann.

Ich bitte Sie deshalb, dem Einzelantrag, den ich eingereicht habe, zuzustimmen. Sagen Sie Nein zu Schweizer Steuergeldern für die Erpressungsversuche aus der EU! Ich danke für die Unterstützung.

Cassis Ignazio, Bundesrat: Die Freigabe des zweiten Schweizer Beitrages an ausgewählte EU-Mitgliedstaaten ist Teil der europapolitischen Agenda des Bundesrates. Ich beginne mit einer entsprechenden Einbettung. Die Zielsetzung des Bundesrates in der Europapolitik hat sich mit dem am 26. Mai getroffenen Entscheid nicht geändert. Der Bundesrat will geregelte Beziehungen zur Europäischen Union in Form des bewährten Modells des bilateralen Weges. Konkret heisst die Fortsetzung des bilateralen Weges, dass die bestehenden Abkommen weiterhin vollumfänglich angewandt und weiterentwickelt werden sollen. Ebenso sollen die bewährten Kooperationen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union weitergeführt werden, dazu gehören beispielsweise die Assoziierung der Schweiz an die EU-Programme Horizon Europe sowie Erasmus plus; ich komme noch darauf zurück. Der Bundesrat will dies mit einem Dreiphasenplan erreichen.

In die erste Phase gehören die unmittelbaren, kurzfristigen Massnahmen, die auf die Stabilisierung des bilateralen Weges angelegt sind, wie die rasche Freigabe des zweiten Schweizer Beitrages, worüber wir heute Abend hier sprechen. Hinzu kommt die Pflege der Beziehungen mit der Europäischen Union und den Mitgliedstaaten. Mit Maros Sefcovic, dem Vizepräsidenten der Europäischen Kommission, ist nun auch der Ansprechpartner definiert.

Ich komme zur zweiten Phase. Diese Phase ist mittelfristig angelegt und der Methode gewidmet. Hier geht es um die Klärung der Frage, wie die Schweiz und die EU ihre Zukunft miteinander gestalten wollen. Aussenpolitisch hat der Bundesrat einen hochrangigen, strukturierten politischen Dialog mit der EU vorgeschlagen, um eine gemeinsame Agenda der künftigen Beziehungen zu entwickeln. Innenpolitisch soll dieser Dialog gut abgestützt werden.

Die dritte Phase besteht idealerweise aus der Umsetzung geregelter und funktionierender Beziehungen. Der politische Dialog wäre etabliert, und es werden, wo dies in

AB 2021 N 2077 / BO 2021 N 2077

beidseitigem Interesse ist, Kooperationen weiterentwickelt. In dieser Phase muss dann auch das Ambitionsniveau für die Beziehungen zwischen der Schweiz und der EU festgelegt werden - und gerade über dieses Ambitionsniveau haben wir heute hier in diesem Saal vieles gehört. Die Vorstellungen klaffen total auseinander. Diese Diskussion haben wir ja bereits bei der dringlichen Debatte in der Sommersession im Juni geführt.

Damit komme ich zurück auf einen der ersten Schritte, die rasche Freigabe des zweiten Schweizer Beitrages. La deuxième contribution a été approuvée par le Parlement le 3 décembre 2019 par deux arrêtés fédéraux





Nationalrat • Herbstsession 2021 • Vierzehnte Sitzung • 30.09.21 • 15h00 • 21.050 Conseil national • Session d'automne 2021 • Quatorzième séance • 30.09.21 • 15h00 • 21.050

simples relatifs au crédit-cadre pour la cohésion, le premier, et au crédit-cadre pour la migration, le deuxième. En 2019, l'Union européenne avait refusé de reconnaître l'équivalence boursière de la Suisse; en réaction, le Parlement avait alors inclus une condition de non-discrimination dans les arrêtés fédéraux sur la deuxième contribution. Cette clause a jusqu'à présent bloqué la mise en oeuvre de la contribution.

Avec le présent message, le Conseil fédéral veut supprimer cette clause et débloquer ainsi la mise en oeuvre. Le Conseil des Etats a pour sa part décidé ce matin de soutenir le projet du Conseil fédéral, vous l'avez entendu, par 30 voix contre 9.

Du point de vue du Conseil fédéral, ce déblocage rapide est très important, et ceci pour trois raisons.

Premièrement, en débloquant la deuxième contribution, le Conseil fédéral entend insuffler une nouvelle dynamique aux relations avec l'Union européenne, une dynamique positive. Il veut briser le schéma contre-productif des liens infondés établis entre certains dossiers. Deuxièmement, le déblocage devrait initier un processus qui permettra également de faire avancer d'autres dossiers avec l'Union européenne. Troisièmement, le Conseil fédéral souhaite poursuivre la coopération bilatérale avec l'Union européenne et les Etats membres, qui a fait ses preuves.

Avec un déblocage rapide, la Suisse souligne sa volonté de demeurer un partenaire fiable et engagé de l'Union européenne et de ses Etats membres; un partenaire qui s'engage en faveur de la prospérité et de la stabilité en Europe.

Lassen Sie mich die Gründe für die Freigabe des Beitrages noch etwas vertiefen. Die Europäische Union hat jüngst u. a. die Freigabe des Beitrages als Voraussetzung für die Assoziierung der Schweiz an EU-Programme wie Horizon Europe formuliert. Das sind sachfremde politische Verknüpfungen, die der Bundesrat klar ablehnt. Warum also sollte man in diesem Kontext den Beitrag trotzdem freigeben? Der Bundesrat will aus dieser Negativspirale der Konditionalitäten ausbrechen. Er will mit dem ersten Schritt vorangehen und aus dieser Logik der Eskalation, des Junktims und der gegenseitigen Blockaden aussteigen. Eine Freigabe des Beitrages ist allerdings keine Garantie dafür, dass sich die Schweiz an Horizon assoziieren kann, aber es ist ein notwendiger erster Schritt auf diesem Weg.

Eine weitergeführte Blockade oder eine europapolitische Verknüpfung würde eine solche Assoziierung sicher nicht wahrscheinlicher machen. Sie würde im Gegenteil zu weiteren Komplikationen und in eine Sackgasse führen. Deshalb lehnt der Bundesrat auch die verschiedenen Verknüpfungen – z. B. mit Erasmus plus oder mit neuen Antidiskriminierungsklauseln – ab, die Sie jetzt eingebracht haben. Der Bundesrat hat sich aber im Zusammenhang mit der von Ihnen heute Morgen verabschiedeten Motion 21.3975 der APK-N klar dazu bekannt, so bald als möglich eine Finanzierungsbotschaft für Erasmus plus vorzulegen.

Ich komme nun zurück zur Botschaft. Wieso können wir es uns erlauben, jetzt auch die Bedingung der Antidiskriminierung bei der Börsenäquivalenz zu streichen? Bezüglich der Börsenäquivalenz haben die Massnahmen des Bundesrates zum Schutz der Schweizer Börseninfrastruktur sowie die bilateralen Lösungen mit dem UK nach dem Brexit zu einer deutlichen Entspannung geführt. Trotzdem bleibt es das Ziel des Bundesrates, die Börsenäquivalenz wiederzuerlangen. Unabhängig davon setzt sich der Bundesrat weiterhin gegen jegliche Diskriminierung und Ungleichbehandlung der Schweiz im Vergleich zu anderen Drittstaaten ein.

Auch das zeitliche Element ist von Bedeutung, denn der Bundesrat möchte eben rasch ein klares Zeichen an die EU senden. Zudem – die zweite Begründung für die Bedeutung der zeitlichen Dimension – ist die Rechtsgrundlage, das Bundesgesetz Ost, auf Ende 2024 befristet. Die Erfahrung mit dem ersten Beitrag aus dem Jahr 2006 hat gezeigt, dass für die Verpflichtung der Kredite etwa drei Jahre nötig sind. Dieser Zeitbedarf ist natürlich von den Partnerländern abhängig, da sie die Programme mitfinanzieren und selber umsetzen. Deshalb setzt sich der Bundesrat für eine rasche Freigabe des Beitrages ein.

Mit der Beendigung der Verhandlungen über das institutionelle Abkommen entfällt die Logik der Druckpolitik der Europäischen Union, die auf den Abschluss des institutionellen Abkommens gerichtet war. Wir haben heute die Gelegenheit, diese negative Dynamik zu durchbrechen und konstruktiv in die Zukunft zu blicken.

Der Beitrag ist ein wichtiges Element für unsere künftigen Beziehungen zur Europäischen Union und die angestrebte Fortführung des bilateralen Weges. Deshalb beantragt Ihnen der Bundesrat, den zweiten Schweizer Beitrag jetzt und ohne Bedingungen freizugeben.

Ich komme nun zum Einzelantrag Grüter – man hat mir gesagt, ich solle alles zusammen machen. Zum Einzelantrag Grüter, der heute hier gestellt wurde, kann ich Ihnen Folgendes sagen: Der Einzelantrag fordert, dass der vorliegende Bundesbeschluss dem fakultativen Referendum unterstellt werden soll. Ich beantrage Ihnen im Namen des Bundesrates, diesen Antrag abzulehnen, und dies aus folgenden formellen und materiellen Gründen

Zu den formellen Gründen: Artikel 25 Absatz 2 des Parlamentsgesetzes hält fest, dass Finanzgeschäfte in der Form von einfachen Bundesbeschlüssen erlassen werden und somit nicht dem Referendum unterstehen.

24.11.2021





Nationalrat • Herbstsession 2021 • Vierzehnte Sitzung • 30.09.21 • 15h00 • 21.050 Conseil national • Session d'automne 2021 • Quatorzième séance • 30.09.21 • 15h00 • 21.050

Diese Regel kam bereits 2019 für die Rahmenkredite über einen zweiten Schweizer Beitrag, als diese Rahmenkredite von Ihnen gesprochen wurden, zur Anwendung.

Ich komme nun zu den materiellen Gründen: Die Finanzierungsgrundlagen für diese Rahmenkredite sind im Bundesgesetz Ost und im Asylgesetz verankert. Das Bundesgesetz Ost wurde 2016 revidiert. Diese Revision unterstand dem fakultativen Referendum, das eben nicht ergriffen wurde. Auf der Basis dieser Gesetze hat das Parlament 2019 die Rahmenkredite für einen zweiten Schweizer Beitrag also bereits in der Form des einfachen Bundesbeschlusses genehmigt. Heute geht es einzig um die Streichung der Nichtdiskriminierungsklausel in diesen gleich gebliebenen Beschlüssen.

Aus diesen Gründen beantrage ich Ihnen, den Einzelantrag Grüter abzulehnen. Ich danke für das Zuhören.

Aeschi Thomas (V, ZG): Herr Bundesrat, das Parlament darf sehr wohl einen Bundesbeschluss dem fakultativen Referendum unterstellen, wenn es das will.

Zu meiner Frage: Maros Sefcovic fordert jetzt bereits weitere Milliarden, analog zu Norwegen, und zwar als Marktzutrittsprämie. Sind Sie bereit, Herrn Sefcovic klar zu sagen, dass die Schweiz keine Marktzutrittsprämien bezahlt und andernfalls auch die EU Zutrittsprämien zahlen müsste, um entsprechend Zugang zum Schweizer Binnenmarkt zu erhalten, wenn sie weiter in die Schweiz exportieren möchte, dass also die Schweiz nach dieser Kohäsionsmilliarde keine weiteren Gelder an die EU überweisen wird?

Cassis Ignazio, Bundesrat: Der Bundesrat hat, gestützt auf das Osthilfegesetz und das Asylgesetz, diese Rahmenkredite vorgeschlagen. Das Parlament hat dementsprechend entschieden. In beiden Gesetzen lesen Sie nirgendwo, dass es um ein Eintrittsticket für den Zugang zum Markt der Europäischen Union geht. Es geht um einen autonomen Beitrag zur Kohäsion und zur Entwicklung der Ostländer innerhalb der Europäischen Union respektive zur Migrationsunterstützung der südlichen Länder in der Europäischen Union. Die Erklärung und die Sprache des Bundesrates ist hier unmissverständlich. Es ist nirgendwo von Eintrittsgebühren die Rede.

AB 2021 N 2078 / BO 2021 N 2078

Geissbühler Andrea Martina (V, BE): Geschätzter Herr Bundesrat Cassis, weiss der Bundesrat, für welche Projekte die zweite Milliarde Franken im Osten eingesetzt werden soll, oder fliesst auch diese zweite Milliarde Franken, wie bereits die erste, in die Korruption oder verschwindet sonst irgendwohin?

Cassis Ignazio, Bundesrat: Danke, Frau Nationalrätin Geissbühler, für Ihre sehr legitime Frage. Sie sind schliesslich auch daran interessiert, dass das Geld, das wir für die humanitäre Hilfe nach Afghanistan schicken, nicht in falsche Hände gerät. Hier geht es immer um die gleiche Frage: Wie kann die Schweiz sich vergewissern, dass das Geld richtig verwendet wird? Ich kann Ihnen das in zwei Antworten erklären:

- 1. Geld wird weder in die EU-Kasse noch in die staatlichen Kassen der Mitgliedsländer fliessen. Das Geld, diese 1,3 Milliarden Franken, verteilt auf zehn Jahre, also 130 Millionen pro Jahr, fliesst in konkrete Projekte, die gemeinsam von der Schweiz und dem betreffenden Land, in welchem das Projekt umgesetzt wird, finanziert werden.
- 2. Das Controlling über die Verwendung dieser Gelder erfolgt direkt durch mein Departement also durch die DEZA oder durch das WBF, falls es sich um ein SECO-Projekt handelt. Das heisst, wir müssen auch entsprechende Kostenstellen für die Overhead-Kosten haben, damit wir eine direkte Kontrolle dieser Projekte haben. So war es auch bereits beim ersten Erweiterungsbeitrag.

Estermann Yvette (V, LU): Geschätzter Herr Bundesrat, Sie haben mehrmals Horizon Europe erwähnt. Was hält der Bundesrat von der Aussage der EU, dass die Zusage für einen regelmässigen Kohäsionsbeitrag möglicherweise eine Bedingung dafür darstellt, dass sich die Schweiz wieder voll an Horizon Europe assoziieren kann?

Cassis Ignazio, Bundesrat: Danke, Frau Nationalrätin Estermann. Der Bundesrat lehnt diese sachfremden und kontraproduktiven politischen Verlinkungen ab. Das habe ich Ihnen vorhin ganz klar gesagt, und das kann ich nochmals betonen. Wir haben gesehen, dass die Eskalation durch die Nichtanerkennung der Börsenäquivalenz nichts gebracht hat, wirklich nichts. Diese Druckpolitik ist nicht wirksam. Wir müssen jetzt die Grösse haben, den ersten Schritt zu machen und der Europäischen Union ganz klar zu sagen: Fertig mit Junktim, fertig mit Konditionalitäten, wir machen den ersten Schritt.

Martullo-Blocher Magdalena (V, GR): Herr Aussenminister Cassis, alle Parteien hier im Saal, ausser der SVP, werden diesen 1,3 Milliarden Franken wahrscheinlich ohne irgendwelche Diskriminierungsklauseln zustimmen

24.11.2021





Nationalrat • Herbstsession 2021 • Vierzehnte Sitzung • 30.09.21 • 15h00 • 21.050 Conseil national • Session d'automne 2021 • Quatorzième séance • 30.09.21 • 15h00 • 21.050

und sie, wie Sie fordern, auch rasch bezahlen. Sie sagen, das sei eine Deblockierung und man würde die Negativspirale durchbrechen. Wie bringen Sie als Aussenminister konkret die aktuellen Diskriminierungen – nicht nur diejenige betreffend die Börse, die wir dank Ueli Maurer problemlos gemeistert haben, auch die anderen – weg? Und wie verhindern Sie als Aussenminister konkret neue Diskriminierungen der Schweiz durch die EU?

Cassis Ignazio, Bundesrat: Wie macht das der Bundesrat? Der Bundesrat hat mit der Beendigung der Verhandlungen über das institutionelle Abkommen damit begonnen. Ich möchte es Ihnen heute nochmals klar in Erinnerung rufen – denn ich habe von Ihnen auch immer wieder vom unilateralen Abbruch der Verhandlungen gehört; das ist das Wording der Europäischen Union –, dass die Europäische Union die Verhandlungen im Dezember 2018 unilateral für beendet erklärt hatte, woraufhin wir reagiert haben, um Präzisierungen zu machen. Bitte passen Sie also auf, das Wording der Europäischen Union nicht tel quel zu übernehmen, denn es ist halt falsch

Wie will der Bundesrat hier vorgehen? Er hat das beendet, er hat gesagt: Fertig jetzt mit dieser Eskalation, so kann die Reise nicht weitergehen. Wir bekennen uns als zuverlässige und vertrauensvolle Partnerin, und wir machen mit einer gewissen Grösse den ersten Schritt, denn diesen hatten wir ohnehin schon entschieden, und zwar autonom, eigenständig und ohne Verknüpfungen mit anderen Geschäften. Wir werden sehen, wie die Europäische Union reagieren wird. Aber es zeigt eine Grösse der Schweiz, dass sie diesen Schritt macht, um wieder eine positive Dynamik zu erlangen.

Marchesi Piero (V, TI): Signor consigliere federale Cassis, secondo il Consiglio federale, il motivo principale per cui stasera dovremmo approvare i 1,3 miliardi di coesione per l'Unione europea sarebbe quello di poter continuare ad avere l'accesso al mercato europeo, quando sappiamo che questo diritto per la Svizzera è regolato da un altro accordo. In Sicilia, i commercianti per evitare di vedersi incendiato il negozio pagano il pizzo alle organizzazioni mafiose. La Svizzera verosimilmente questa sera approverà questo contributo per l'Unione europea (*Esclamazione del presidente: ponga la questione!*) senza nessuna garanzia. Significa che stiamo addirittura in condizioni peggiori di quei poveri commercianti siciliani?

Cassis Ignazio, consigliere federale: Signor consigliere nazionale Marchesi, ha iniziato la sua domanda dicendo che il Consiglio federale vuole pagare per accedere al mercato dell'Unione europea. La invito a leggere il messaggio del Consiglio federale al Parlamento e dirmi dove ha letto questa frase. Il fatto è che questa frase non è scritta da nessuna parte, non esiste, non l'abbiamo mai detta e non la diciamo neanche questa sera. Il messaggio parla di un credito svizzero deciso autonomamente per lo sviluppo dell'Unione europea e per la coesione dei paesi dell'est che sono entrati a fare parte dell'Unione europea in una seconda fase. La logica dell'accesso al mercato da pagare, del ticket d'entrata per accedere al mercato è un discorso che sta portando avanti l'Unione europea – non il Consiglio federale.

Köppel Roger (V, ZH): Herr Bundesrat, ist es nicht brandgefährlich, dass Sie jetzt als Bundesrat die Zahlung des Betrags vor dem Hintergrund genehmigen wollen, dass die Europäische Union diesen Betrag nicht mehr als Kohäsionsmilliarde, sondern als Marktzutrittsmilliarde begreift? Wenn die EU sagt, es sei eine Marktzutrittsmilliarde, bedeutet das ja – da die Schweiz noch in hundert Jahren in der Europäischen Union Marktzutritt benötigt –, dass dies der Versuch der Europäischen Union ist, die Schweiz zu einem permanenten Tributzahler zu machen. Sehen Sie diese Gefahr nicht?

Cassis Ignazio, Bundesrat: Danke, Herr Nationalrat Köppel. Ich sehe die Gefahr des Missbrauchs. Aber die Gefahr des Missbrauchs hat in den Schriften, die der Bundesrat dem Parlament überwiesen hat, nirgendwo eine Basis. Finden Sie auch nur einen Satz, in dem der Bundesrat Ihnen als Erklärung für den Kohäsionsbeitrag den Marktzugang nennt, und ich gebe Ihnen recht. Das ist aber nicht der Fall. Dass die Europäische Union etwas anderes erzählt, das gehört zur Logik der Kommunikation zwischen zwei Staaten. Sie wissen schon, was sie tun, und sie wissen schon, was sie erzählen. Wir müssen einfach auf unserer Linie bleiben und weiterhin sagen, was wir tun – und nicht, was die anderen gerne hören wollen.

Friedli Esther (V, SG): Sehr geehrter Herr Bundesrat, was für Forderungen wird die Schweiz im Gegenzug an die Europäische Union stellen?

Cassis Ignazio, Bundesrat: Eben keine Forderungen! Wir wollen wegkommen von dieser Forderungsspirale, von dieser politischen Verlinkung, von diesen sachfremden und kontraproduktiven Verknüpfungen. Wir wollen diese Junktim-Geschichten definitiv stoppen – das ist die Forderung. Wir wollen zurück zu regelbasierten,



Conseil national • Session d'automne 2021 • Quatorzième séance • 30.09.21 • 15h00 • 21.050

Nationalrat • Herbstsession 2021 • Vierzehnte Sitzung • 30.09.21 • 15h00 • 21.050



voraussehbaren und stabilen Beziehungen. Das ist die Forderung, welche die Schweiz stellt.

Rüegger Monika (V, OW): Geschätzter Herr Bundesrat, was sagen Sie zur Aussage der EU, dass es mit der Schweiz einen Streitschlichtungsmechanismus brauche sowie ein

AB 2021 N 2079 / BO 2021 N 2079

Forum, um über Staatsbeihilfen zu diskutieren? Drohen nach Ansicht des Bundesrates aus diesem Forum nicht neue Forderungen und Regulierungen, zum Beispiel in Form von Soft Law?

Cassis Ignazio, Bundesrat: Danke, Frau Nationalrätin Rüegger. Wir kommentieren die Rhetorik der Europäischen Union nicht. In den zwischenstaatlichen Beziehungen darf jedes Land die Rhetorik benützen, die es will. Wir benützen eine andere Rhetorik, eine andere Begründungslinie und eine andere Zielsetzung.

Walliser Bruno (V, ZH): Sehr geehrter Herr Bundesrat, was hält der Bundesrat von der Aussage der EU, dass es sich bei dieser Zahlung um eine sogenannte Schuld aus dem Jahre 2012 handelt?

Cassis Ignazio, Bundesrat: Ich sage genau das Gleiche, was ich Ihnen vorhin in Bezug auf andere Aussagen der EU geantwortet habe: Die Rhetorik eines anderen Landes wird vom Partnerland nicht kommentiert. Wir haben unsere eigene Rhetorik. Wir diskutieren zusammen hinter geschlossenen Türen, und dort sagen wir einander, was wir meinen, aber wir tun dies nicht öffentlich.

Schläpfer Therese (V, ZH): Geschätzter Herr Bundesrat, die Kohäsionsmilliarde wird in Franken ausbezahlt. Entsprechend wird der Betrag in Euro immer höher, je schwächer der Euro wird. Würde es nicht Sinn machen, falls man diese Summe ausbezahlen möchte, sie in Euro zu bezahlen? Zum heutigen Kurs wären das etwa 900 Millionen Euro.

Cassis Ignazio, Bundesrat: Ich glaube, es ist eine Formalität; Rahmenkredite werden in der Schweiz in Franken gesprochen.

Nidegger Yves (V, GE): Monsieur le conseiller fédéral, comment évaluez-vous ce principe général du droit des contrats qui veut que l'on soit lié à partir du moment où on crée chez l'autre partie une attente fondée à recevoir quelque chose? Typiquement, lorsqu'un employeur paie deux fois de suite un treizième salaire, même en disant que c'est exceptionnel, il est en train d'ajouter un treizième salaire au contrat. Ne pensez-vous pas qu'en payant une deuxième fois ce montant, sans condition, la Suisse se lie définitivement jusqu'à la fin des temps?

Cassis Ignazio, conseiller fédéral: Il est, dans les relations humaines, Monsieur le conseiller national Nidegger, assez normal qu'on s'habitue à tout, au bien et au mal, et c'est la même chose entre les Etats. Donc, il peut se créer une telle accoutumance à recevoir quelque chose qui n'est pas dû. Il n'y a aucune obligation juridique de la Suisse de donner cet argent, mais il y a une volonté, du Conseil fédéral et du Parlement – et c'est la troisième fois qu'on s'occupe de cela au cours des vingt dernières années – de se sentir coresponsable de la stabilité et de la prévisibilité du continent européen au centre duquel nous sommes et vivons. Et, donc, nous bénéficions aussi de cette stabilité et de la paix qui en découle. Ainsi, la contribution de la Suisse vise simplement à témoigner de notre responsabilité sur le continent quant à une stabilité qui signifie aussi une stabilité d'accès aux marchés des autres Etats.

Page Pierre-André (V, FR): Monsieur le conseiller fédéral, on parle beaucoup de ce milliard de cohésion ce soir. Est-il vrai que l'Union européenne essaie déjà de négocier quatre milliards de cohésion? Est-il vrai que l'on entend déjà des bruits selon lesquels il s'agirait d'aller aussi loin?

Cassis Ignazio, conseiller fédéral: Je vous remercie pour cette question, qui est en fait une reprise de la question précédente. Je le répète, l'Union européenne est libre de raconter aux médias tout ce qu'elle veut; cela fait partie du jeu, de la rhétorique politique. C'est particulièrement le cas quand ce jeu a lieu sur la place publique. Quand on se retrouve via une voie politico-diplomatique, évidemment, les discussions sont sérieuses et chaque partie peut dire quelles sont ses attentes.

Je vous le répète, avec la décision de ce soir, juridiquement, nous ne nous engageons à rien. Nous savons que l'Union européenne a une attente envers la Suisse afin que celle-ci contribue à la stabilité et à la cohésion de l'Europe, mais il n'y a aucune obligation juridique de payer cette contribution. Nous le faisons parce que nous sommes convaincus qu'il est juste de le faire et que c'est un signal important à tout le continent européen



Nationalrat • Herbstsession 2021 • Vierzehnte Sitzung • 30.09.21 • 15h00 • 21.050
Conseil national • Session d'automne 2021 • Quatorzième séance • 30.09.21 • 15h00 • 21.050



que nous nous sentons chez nous en Europe.

Nussbaumer Eric (S, BL), für die Kommission: Es wurde der Vorwurf vorgebracht, es sei undemokratisch, wie das alles hier ablaufe. Das möchte ich im Namen der Kommission noch korrigieren. Ich möchte darauf hinweisen, dass die Bundesverfassung festlegt, dass die Bundesversammlung Erlasse in der Form des einfachen Bundesbeschlusses erlassen kann; das sind Bundesbeschlüsse, die nicht dem Referendum unterstehen. Zudem haben wir demokratisch das Bundesgesetz über die Bundesversammlung erlassen. Darin ist festgehalten, dass Finanzierungsbeschlüsse in der Form des einfachen Bundesbeschlusses festgehalten werden. Daher ist dieser Vorwurf, der hier formuliert wurde, das alles sei undemokratisch, zurückzuweisen. Ansonsten sind alle Fragen beantwortet worden.

Die Kommission empfiehlt Ihnen mit 19 zu 6 Stimmen, dem Entwurf zuzustimmen.

Wehrli Laurent (RL, VD), pour la commission: De quoi parlons-nous? Rappelons-le avant de passer au vote: nous ne parlons pas d'adhérer à l'Union européenne; nous ne parlons pas de voter un accord institutionnel; nous ne votons pas sur un lien juridique, nous votons une contribution volontaire qui sert au développement de l'Europe et au développement de la Suisse, puisque, je me permets de le rappeler ici, à l'exemple de la première contribution, les projets doivent être commandés et conduits de manière conjointe entre des associations, des entreprises ou des institutions des pays concernés, dont le nôtre.

Dans ce sens, je me permets de vous rappeler que votre commission vous propose, par 19 voix contre 6 et aucune abstention, d'entrer en matière, de ne pas soutenir le renvoi au Conseil fédéral, selon la proposition de la minorité Nidegger, et de rejeter les autres propositions de minorité. Je rappelle que la minorité Arslan a connu un développement ce matin, puisque notre conseil a adopté la motion de la commission en lien avec la question d'Erasmus. C'est le bon outil.

Dans ce sens, la commission voyant ces propositions faites en août avancer intelligemment, elle peut donc rejoindre la position du Conseil des Etats qui, je vous le rappelle également, a adopté le projet du Conseil fédéral, par 30 voix contre 9, ce matin même.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Wir stimmen über den Nichteintretensantrag der Minderheit Köppel ab.

Abstimmung – Vote (namentlich – nominatif; 21.050/23841) Für Eintreten ... 133 Stimmen Dagegen ... 54 Stimmen (1 Enthaltung)

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Wir stimmen nun über den Rückweisungsantrag der Minderheit Nidegger ab.

Abstimmung – Vote (namentlich – nominatif; 21.050/23842) Für den Antrag der Minderheit ... 53 Stimmen Dagegen ... 135 Stimmen (0 Enthaltungen)

Bundesbeschluss zur Anpassung der Bundesbeschlüsse über den zweiten Schweizer Beitrag an ausgewählte

AB 2021 N 2080 / BO 2021 N 2080

EU-Mitgliedstaaten (Freigabe der Rahmenkredite Kohäsion und Migration)

Arrêté fédéral portant modification des arrêtés fédéraux relatifs à la deuxième contribution de la Suisse en faveur de certains Etats membres de l'UE (Déblocage des crédits-cadres pour la cohésion et la

24.11.2021



21.050

Nationalrat • Herbstsession 2021 • Vierzehnte Sitzung • 30.09.21 • 15h00 • 21.050 Conseil national • Session d'automne 2021 • Quatorzième séance • 30.09.21 • 15h00 • 21.050

migration)

Detailberatung - Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, ch. I introduction

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Ziff. 1 Art. 1

Antrag der Mehrheit

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2bis

Verpflichtungen auf der Grundlage dieses Rahmenkredits werden nicht eingegangen, solange der Bundesrat dem Parlament nicht die Botschaft zur Finanzierung der Teilnahme an Erasmus plus vorgelegt hat.

Antrag der Minderheit

(Arslan, Badertscher, Binder, de la Reussille, Giacometti, Markwalder, Portmann, Schneider-Schneiter, Wehrli) Abs. 2bis

Streichen

Antrag der Minderheit

(Köppel, Büchel Roland, Estermann, Grüter, Heer, Nidegger)

Abs. 2ter

Verpflichtungen auf der Grundlage dieses Rahmenkredits werden nicht eingegangen, wenn und solange die Schweiz nicht als assoziierte Partnerin am EU-Forschungsrahmenprogramm Horizon Europe teilnimmt oder die EU die Schweizer Börsen nicht als gleichwertig anerkennt.

Ch. 1 art. 1

Proposition de la majorité

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 2bis

Des engagements ne peuvent être contractés sur la base de ce crédit-cadre aussi longtemps que le Conseil fédéral n'a pas transmis au parlement le message sur le financement de la participation à Erasmus plus.

Proposition de la minorité

(Arslan, Badertscher, Binder, de la Reussille, Giacometti, Markwalder, Portmann, Schneider-Schneiter, Wehrli) Al. 2bis

Biffer

Proposition de la minorité

(Köppel, Büchel Roland, Estermann, Grüter, Heer, Nidegger)

Al. 2ter

Des engagements ne peuvent être contractés sur la base de ce crédit-cadre aussi longtemps que la Suisse ne participe pas, en tant que partenaire associée, au programme-cadre de recherche de l'UE Horizon Europe, ou tant que l'UE ne reconnaît pas l'équivalence des bourses suisses.

24.11.2021





Nationalrat • Herbstsession 2021 • Vierzehnte Sitzung • 30.09.21 • 15h00 • 21.050 Conseil national • Session d'automne 2021 • Quatorzième séance • 30.09.21 • 15h00 • 21.050

Abs. 2bis - Al. 2bis

Abstimmung – Vote (namentlich – nominatif; 21.050/23843) Für den Antrag der Minderheit ... 181 Stimmen Für den Antrag der Mehrheit ... 2 Stimmen (4 Enthaltungen)

Abs. 2ter - Al. 2ter

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Die Abstimmung gilt auch für Ziffer 2 Artikel 1 Absatz 2ter.

Abstimmung – Vote (namentlich – nominatif; 21.050/23844) Für den Antrag der Minderheit ... 52 Stimmen Dagegen ... 135 Stimmen (0 Enthaltungen)

Ziff. 2 Art. 1

Antrag der Mehrheit

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Köppel, Büchel Roland, Estermann, Grüter, Heer, Nidegger)

Abs. 2bis

Verpflichtungen auf der Grundlage dieses Rahmenkredits werden nicht eingegangen, wenn und solange die Schweiz nicht als assoziierte Partnerin am EU-Forschungsrahmenprogramm Horizon Europe teilnimmt oder die EU die Schweizer Börsen nicht als gleichwertig anerkennt.

Ch. 2 art. 1

Proposition de la majorité

AI. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Köppel, Büchel Roland, Estermann, Grüter, Heer, Nidegger)

Al. 2bis

Des engagements ne peuvent être contractés sur la base de ce crédit-cadre aussi longtemps que la Suisse ne participe pas, en tant que partenaire associée, au programme-cadre de recherche de l'UE Horizon Europe, ou tant que l'UE ne reconnaît pas l'équivalence des bourses suisses.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Der Antrag der Minderheit Köppel wurde bereits bei Ziffer 1 Artikel 1 Absatz 2ter abgelehnt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. II

Antrag der Kommission Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Grüter

Dieser Beschluss untersteht dem fakultativen Referendum.





Nationalrat • Herbstsession 2021 • Vierzehnte Sitzung • 30.09.21 • 15h00 • 21.050 Conseil national • Session d'automne 2021 • Quatorzième séance • 30.09.21 • 15h00 • 21.050

Schriftliche Begründung

Artikel 28 Absatz 3 ParlG sieht ausdrücklich vor, dass für Grundsatz- und Planungsbeschlüsse "von grosser Tragweite" auch die Form des dem fakultativen Referendum unterstehenden Bundesbeschlusses gewählt werden kann. Die SPK-N begründete dies in ihrem Bericht zum ParlG damit, dass "das Demokratieprinzip des schweizerischen Staatsrechts verlangt, dass materielle Kriterien (wie insbesondere die Wichtigkeit einer Regelung) darüber entscheiden, ob das Parlament oder gegebenenfalls das Volk für eine Regelung zuständig ist". Der Bericht der SPK-N zum ParlG weist ausdrücklich auf Mischformen hin, d. h. auf referendumsfähige Bundesbeschlüsse, die neben Einzelakten und rechtsetzenden Bestimmungen als wesentliche Elemente auch Grundsatz- und Planungsbeschlüsse enthielten (Bericht SPK-N vom 1. März 2001 (BBI 2001 3498)). Dies ist vorliegend der Fall: Die vorliegende Anpassung der Bundesbeschlüsse ist eine Mischform zwischen einem Finanzierungsbeschluss gemäss Artikel 25 ParlG und einem Grundsatz- und Planungsbeschluss – von grosser Tragweite – gemäss Artikel 28 ParlG. Die vorliegende Anpassung der Beschlüsse ist weit mehr als ein Zeichen guten Willens. Im Kern handelt es sich um Beschlüsse mit einer strategischen und nachhaltigen Weichenstellung für die Regelung der Zusammenarbeit

AB 2021 N 2081 / BO 2021 N 2081

mit der (politischen) Europäischen Union, sodass die Tragweite der vorliegenden Anpassung eine ganz umfassende, grosse ist. So haben denn auch Vertreter der Europäischen Union erst gerade bestätigt: "First of all, you have to pay" ("NZZ" vom 25. September 2021), haben diese einer Schweizer Delegation bei Sondierungsgesprächen für die weitere – umfassende – Zusammenarbeit unmissverständlich gesagt. Schlussendlich sei noch erwähnt, dass das Parlament bei der ursprünglichen Beschlussfassung über den zweiten Schweizer Beitrag an ausgewählte EU-Mitgliedstaaten zur Verringerung der wirtschaftlichen und sozialen Ungleichheiten in der erweiterten EU (Rahmenkredit Kohäsion) eine grosse Tragweite und somit die allfällige, zukünftige Unterstellung unter ein Referendum im Sinne von Artikel 28 ParlG nie ausgeschlossen hat bzw. sich selbst nie eingeschränkt hat. Im Gegenteil, die Form eines referendumsfähigen Bundesbeschlusses war stets vorbehalten (vgl. Art. 2 des Beschlusses).

Ch. II

Proposition de la commission Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Grüter

Le présent arrêté est sujet au référendum facultatif.

Abstimmung – Vote (namentlich – nominatif; 21.050/23845) Für den Antrag der Kommission ... 135 Stimmen Für den Antrag Grüter ... 53 Stimmen (0 Enthaltungen)

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble (namentlich – nominatif; 21.050/23846) Für Annahme des Entwurfes ... 131 Stimmen Dagegen ... 55 Stimmen (1 Enthaltung)

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Es liegen übereinstimmende Beschlüsse beider Räte vor. Der Bundesbeschluss ist somit definitiv angenommen.

Schluss der Sitzung um 21.40 Uhr La séance est levée à 21 h 40

AB 2021 N 2082 / BO 2021 N 2082

